

INDUSTRIE

L'indice de la production en hausse de 1,3%

La production industrielle du secteur Public a affiché un accroissement de +1,3% au cours du deuxième trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, caractérisée par une relative stabilité de 0,6%, selon la dernière Note (Indice de la production industrielle) de l'ONS. Il est à noter que le premier trimestre 2023 a connu une évolution de près de +7%. P 3



ENERGIES RENOUVELABLES **Une société italienne** **veut investir en** **Algérie**

L'Italie veut renforcer davantage sa coopération énergétique avec l'Algérie, notamment dans le domaine des Energies renouvelables (EnR). Un important projet EnR a été présenté, hier lundi à Alger, par la société italienne spécialisée «Zhero». Lors d'une réunion avec le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, la directrice générale de leader italien dans les EnR «Zhero», Mme Alessandra Pasini a présenté un exposé détaillé sur le futur projet visant au développement des énergies renouvelables et de production d'électricité verte en Algérie, en s'appuyant sur les technologies modernes en la matière.

P 2

EXPORTATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE VERS LES PAYS AFRICAINS

Plus de 35 millions
de dollars attendus
en 2023



Les exportations algériennes vers les pays africains en matière des produits de la pêche et de l'aquaculture devront dépasser les 35 millions de dollars d'ici fin 2023, a indiqué lundi le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani.

P 3

«NAPEC 2023» SE TIENDRA DU 13 AU 15 NOVEMBRE À ORAN

La transition
énergétique et
l'innovation en débat

La 11e édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine "NAPEC 2023" se tiendra du 13 au 15 novembre en cours au Centre des conventions d'Oran, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

P 5

PÉTROLE

Le Brent
en hausse à plus
de 86 dollars P2

INVESTISSEMENT

Levée des contraintes
sur 23 projets
à Mostaganem P5

INDUSTRIE AFRICAINE DU FROID

Trois défis restent à
relever pour accélérer
la dynamique P9

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 86 dollars

Les prix du pétrole remontent lundi, après que l'Arabie saoudite et la Russie ont réaffirmé leurs baisses de production et d'exportation de brut jusqu'à la fin de l'année. Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, prenait 1,64%, à 86,28 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en décembre, gagnait 1,78% à 81,94 dollars. L'Arabie saoudite et la Russie ont réaffirmé durant le week-end qu'ils maintiendraient leurs baisses de production et d'exportation dans les volumes prévus jusqu'à la fin de l'année. La Russie poursuivra une réduction volontaire déjà annoncée "de 300.000 barils par jour de l'offre de pétrole et de produits pétroliers sur les marchés mondiaux jusqu'à la fin du mois de décembre 2023", a déclaré dimanche dans un communiqué le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak. L'Arabie saoudite, a quant à elle, confirmé dans une déclaration séparée sa coupe de production d'un million de barils par jour jusqu'à la fin de l'année, a indiqué dimanche l'agence de presse officielle saoudienne (SPA). "Les déclarations des deux pays indiquent que les réductions seront réexaminées le mois prochain afin de décider s'il convient de les prolonger, de les intensifier ou de les supprimer en fonction des conditions du marché", précisent des analystes.

ENERGIES RENOUVELABLES

Une société italienne veut investir en Algérie

L'Italie veut renforcer davantage sa coopération énergétique avec l'Algérie, notamment dans le domaine des Energies renouvelables (EnR). Un important projet EnR a été présenté, hier lundi à Alger, par la société italienne spécialisée «Zhero». Lors d'une réunion avec le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, la directrice générale de leader italien dans les EnR « Zhero», Mme Alessandra Pasini a présenté un exposé détaillé sur le futur projet visant au développement des énergies renouvelables et de production d'électricité verte en Algérie, en s'appuyant sur les technologies modernes en la matière.

Par Slimane T.

Selon un communiqué du ministère de l'Energie, les deux parties ont convenu de former une équipe de travail commune pour étudier tous les aspects du projet présenté par «Zhero». L'entreprise italienne «Zhero» est considérée comme l'une des entreprises pionnières dans le domaine de la fourniture de solutions et du développement et du stockage de projets d'énergies nouvelles et renouvelables, ainsi que dans le domaine de l'interconnexion énergétique, de la réduction des émissions, de la réduction de

la facture de production et du soutien contenu local, en utilisant les dernières technologies dans ces domaines. Au cours de cette réunion, qui s'est déroulée en présence de Son Excellence l'Ambassadeur d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese, et des responsables du ministère, les deux parties ont évoqué les moyens de renforcer la coopération et les investissements dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables, comme la production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques, l'interconnexion électrique avec l'Italie et le développement de l'hydrogène vert et de

l'ammoniac. A cet égard, le ministre de l'Energie et des Mines, indique la même source, a donné un aperçu global du programme de développement des énergies nouvelles et renouvelables en Algérie à travers Sonelgaz, et de la stratégie nationale de développement de l'hydrogène. Il a également souligné la volonté du secteur de renforcer la coopération dans le domaine des politiques d'investissement dans les énergies renouvelables, de fournir des outils pratiques et scientifiques, ainsi que d'échanger des expériences, de formation, de formation et de transfert de technologie.

SANTÉ

Clôture des travaux du 3^e Congrès de la SAGHA à Oran

Les travaux du 3ème Congrès de la Société algérienne de chirurgie du genou, de la hanche et de l'arthroscopie (SAGHA), qui a porté sur le thème des prothèses totales de la hanche et du genou, ont été clôturés, dimanche à Oran. Des spécialistes Algériens, et étrangers ont animé, durant trois jours, des conférences, des symposiums et des ateliers sur divers thèmes autour de la chirurgie orthopédique, notamment les prothèses totales du genou et de la hanche, ainsi que l'arthroscopie. Des spécialistes ont souligné, en marge de cet événement,

les dangers de la consommation des corticoïdes, sans avis médical, pour augmenter le poids, notamment sur les os. En effet, des dizaines de cas de jeunes filles, présentant de graves problèmes osseux, ont été observés suite à la consommation de corticoïdes pour des raisons non-médicales et sans l'avis d'un spécialiste. Le Pr Lyes Aït El Hadj, président de la SAGHA et chef de l'unité des urgences à l'hôpital "Boukheroufa Abdelkader" de Ben Aknoun à Alger, a indiqué dans une déclaration à l'APS, en marge de cet événement, que sur 600 opérations

chirurgicales bilatérales et simultanées de pose de prothèses totales de la hanche qu'il a effectué, depuis 2013, une centaine concernait de jeunes filles qui ont consommé des corticoïdes de manière excessives et sans avis médical. Il s'agit de jeunes filles âgées entre 18 et 22 ans, qui ont consommé des corticoïdes pour augmenter leurs poids, a-t-il déploré, ajoutant que cette consommation a conduit à la nécrose de la tête fémorale des deux hanches, ce qui a nécessité la pose de prothèses totales bilatérales. Pour sa part, le chef de service

de chirurgie orthopédique à la clinique Fellaoucen, relevant du CHU d'Oran, le Pr Mohamed Medjahed, a indiqué qu'il a été également confronté à ce genre de cas, avec une dizaine de patientes qu'il a opéré pour la pose de prothèse totale de la hanche. Les deux spécialistes ont regretté de voir des filles à la fleur d'âge subir des interventions chirurgicales aussi lourdes, appelant à faire preuve de plus de vigilance quant à la consommation de corticoïdes pour des raisons non-médicales et sans avis d'un spécialiste.

EXPORTATION

Un atelier ce mardi sur les procédures bancaires, douanières et fiscales

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations organisera, mardi prochain, un atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation, indique dimanche un communiqué du ministère. Cet atelier, prévu à Alger sous l'égide des mi-

nistres du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et des Finances, Laaziz Faïd, vise à "prendre connaissance des préoccupations et des défis auxquels sont confrontés les exportateurs en termes de procédures financières, bancaires et douanières", précise la même source.

Cet atelier verra la participation de cadres des secteurs du Commerce et des Finances, de la Banque d'Algérie, des Douanes et des Impôts. Prendront également part à cet événement des représentants de l'Association des banques et des établissements financiers

(ABEF), des représentants de banques, des représentants de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), les présidents d'associations professionnelles et des représentants des filières professionnelles et d'entreprises exportatrices dans divers secteurs.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

INDUSTRIE

L'indice de la production en hausse de 1,3%

La production industrielle du secteur Public a affiché un accroissement de +1,3% au cours du deuxième trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, caractérisée par une relative stabilité de 0,6%, selon sur la dernière Note (Indice de la production industrielle) de l'ONS. Il est à noter que le premier trimestre 2023 a connu une évolution de près de +7%.

Par Sirine R.

Cette tendance est nettement perceptible au niveau du secteur des hydrocarbures qui affiche un taux de 0,7%, de moindre ampleur par rapport que celui enregistré au trimestre précédent (+6,4%).

Egalement, après des redressements remarquables de +12,3% et de +21,7% inscrits respectivement par le secteur des Mines et carrières ainsi que de celui des ISMMEE au trimestre précédent, une nette baisse du rythme de hausse est constaté durant ce deuxième trimestre 2023, en inscrivant des taux respectifs de +3,4% et +7,1%. D'autre part, des hausses appréciables définissent les industries Chimiques (+22,4%), les industries des textiles (+26,1%) ainsi que ceux des industries des bois (+14,0%).

En revanche, des baisses de production définissent le reste des secteurs. En effet, après être distingué par des hausses sensibles dès le deuxième trimestre 2021, le secteur de l'énergie marque un recul modéré. Le taux inscrit est de -0,2%. Cette tendance est due essentiellement au recul de la production du pétrole brut et gaz naturel, branche clé du secteur qui se stabilise à un taux de 0,4% et du raffinage du pétrole brut qui accuse une baisse sensible de 10,7%, après avoir enregistré des hausses successives dès le deuxième trimestre 2022.

En revanche, la liquéfaction du gaz naturel continue de progresser et inscrit un taux de +16,2%, meilleur que celui observé au trimestre précédent (+10,5%).

Par contre, cette tendance est plus discernée au niveau des secteurs de l'Agro-alimentaires et des cuirs qui affichent des taux respectifs de -2,8% et de -5,4%, après avoir appréciablement progressé précédemment. D'un degré moindre, le secteur des matériaux de construction affiche un taux de -0,9%.

Le secteur des ISMMEE poursuit sa tendance à la hausse et enregistre une variation positive de 7,1% durant ce deuxième trimestre 2023. En revanche, la production des produits alimentaires

pour animaux a nettement progressé en atteignant un taux de +22,6%, et ce, après avoir connu une baisse de 29,9% au trimestre précédent et une baisse de -36,0% à la même période de l'année précédente.

Relance remarquable des Textiles

Une relance remarquable définit l'industrie des Textiles qui affiche un taux de +26,1% durant ce deuxième trimestre 2023. Cette tendance concerne aussi bien la production des biens intermédiaires qui inscrivent un taux de +43,5%, un taux considérablement sensible par rapport à celui inscrit à la même période de l'année précédente (-57,2%), que les biens de consommations +15,0%, néanmoins dans les mêmes proportions que celui enregistré à la même période de l'année précédente (+14,5%).

Après avoir distinctement progressé dès le premier trimestre de l'année 2022, la production dans les industries des Cuirs et Chaussures baisse au deuxième trimestre 2023. La variation inscrite est de -5,4% par rapport à la même période de l'année précédente qui s'est caractérisée par un accroissement notable de +20,3%. Un repli de la production est constaté autant au niveau des biens intermédiaires que des biens de consommation avec des taux respectifs de -6,5% et -3,6%.

Baisse de 0,6% des prix à la production

Selon l'ONS, les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national, se caractérisent par une baisse de 0,6% au deuxième trimestre 2023 par rapport trimestre précédent caractérisé par une baisse sensible de 2,0%. L'évolution des prix au deuxième trimestre 2023 et par rapport à la même période de l'année précédente, se situe à -0,1%.

Les principales caractéristiques de l'évolution des prix à la production industrielle du secteur public national, au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, se résument comme suit :

Le secteur de l'énergie enregistre une nouvelle

baisse de 0,5% au cours de ce deuxième trimestre 2023, proche de celle relevée au trimestre précédent, soit -0,9%. Après une baisse de 11,2% inscrite au trimestre précédent, le secteur des Mines et Carrières continue dans la même tendance et enregistre un nouveau taux sensible de -7,0% au cours de ce deuxième trimestre 2023. Cette tendance résulte essentiellement du recul des prix constatés au niveau de la branche de l'extraction du minerai de phosphate (-8,2%) et d'un degré moindre de ceux de la branche de l'extraction du minerai des matières minérales, soit -1,2%.

Avec une variation de -0,9%, les prix à la production au niveau du secteur des Matériaux de Construction continuent de baisser au cours du 2ème trimestre 2023 par rapport au premier, définit par un taux de -0,4%. Ce recul est dû principalement, à la baisse des prix des produits en ciment et matériaux de construction divers qui enregistrent une variation de -5,8%, contre celle de -1,9% observée au trimestre précédent. Idem, après une stagnation relevée au trimestre précédent, une baisse de 1,8% décrit les Industries Chimiques au cours du deuxième trimestre 2023 qui se justifie, essentiellement, par la baisse de 10,7% inscrite au niveau de la fabrication des autres produits chimiques.

D'un degré moindre, la chimie organique de base baisse d'un taux de -1,0%. Contre une croissance de +1,2% relevée au trimestre précédent, les prix au niveau du secteur des Industries Agro-Alimentaires diminuent sensiblement et enregistrent un taux de -3,4% au cours de ce deuxième trimestre 2023. Ce recul émane principalement de la baisse des prix des produits alimentaires pour animaux (-7,0%) et à un degré moindre de celle du travail de grains (-2,0%). Une accélération du rythme de hausse définit le secteur des Industries des Textiles, qui passe d'un taux de +1,6% au 1er trimestre 2023 à un taux de +3,3% au 2ème trimestre 2023. Ceci se justifie essentiellement par le niveau des prix affiché par la fabrication des biens de consommation du textile qui croit d'un taux de +6,1%, contre un taux de +0,6% relevé au trimestre précédent.

PLF 2024

Le tabac fortement taxé

Le tabac coûtera plus cher en 2024. Le projet de loi de finances (PLF) 2024, présenté samedi devant la Commission des Finances et des budgets de l'APN, prévoit d'augmenter la taxe additionnelle sur les produits tabagiques de 13 dinars (DA), en passant de 37 à 50 DA.

Selon l'exposé des motifs, cette proposition de mesure « vise à réaménager les dispositions de l'article 36 de la loi de finances pour 2002, modifié et complété, ayant institué la taxe additionnelle sur les produits tabagiques à l'effet de réviser à la hausse le tarif de cette taxe de 37 à 50 DA (augmentation de 13 DA par paquet, bourse ou boîte, soit 35% du montant de la taxe) et de revoir, par voie de conséquence, l'affectation du produit de cette taxe. La finalité de cette mesure a pour objet, d'une part, de réduire la consommation du tabac et la charge de morbidité associée à travers la soumission de ce produit à une forte imposition. D'autre part, augmenter les recettes fiscales. La mesure devrait assurer des recettes supplémentaires d'environ 19,3 milliards de dinars, selon le gouvernement. Ce dernier justifie cette augmentation par le niveau très faible de la pression fiscale sur le paquet de cigarettes en Algérie comparativement à d'autres pays.

En effet, rappelle-t-il, la pression fiscale en Algérie se situe entre 50 et 56% en fonction des prix des cigarettes, alors qu'elle se situe entre 65 et 87% pour certains autres pays, tels que la Tunisie (70%) et la France (85%).

R E.

EXPORTATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE VERS LES PAYS AFRICAINS

Plus de 35 millions de dollars attendus en 2023

Les exportations algériennes vers les pays africains en matière des produits de la pêche et de l'aquaculture devront dépasser les 35 millions de dollars d'ici fin 2023, a indiqué lundi le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani.

"En ce qui concerne les exportations en matière des produits de la pêche et de l'aquaculture, il est prévu d'atteindre plus de 35 millions de dollars d'exportation d'ici fin 2023. Les principales exportations sont les produits halieutiques expédiés à l'état vivant, frais et congelés dont le thon rouge, les crustacés, les mollusques céphalopodes et certaines autres espèces de poisson", a expliqué M. Badani à la radio publique Ifrikya FM, au sujet de la stratégie d'exportation de l'Algérie vers les pays africains.

Le secteur de la pêche renferme un "très grand potentiel d'exportation vers les

pays africains, notamment dans le cadre de la Zlecac", a-t-il ajouté, assurant que son département travaille en étroite collaboration avec d'autres secteurs pour renforcer l'industrie de transformation des produits halieutiques en Algérie, qui concerne principalement deux espèces: le thon et la sardine.

Tout en rappelant que l'Algérie dispose de 23 unités de transformation qui assurent annuellement près de 20.000 tonnes de produits transformés, il a fait savoir qu'"actuellement des tentatives d'exportations de ces produits vers les pays africains sont en cours d'exploration et d'étude, notamment avec l'ouverture de deux banques algériennes en Mauritanie et au Sénégal". Dans le même contexte, il a cité aussi un autre axe d'exportation vers les pays africains qui concerne la construction navale locale, soulignant

qu'"une importance majeure est réservée à cette industrie" se traduisant par la construction de trois grands navires de pêche de 35 mètres et le lancement de la fabrication de 9 autres grands navires destinés à la pêche hauturière. A ce propos, il a rappelé qu'un opérateur privé a exporté dernièrement à la Mauritanie deux navires de pêche fabriqués localement, soutenant que cette opération "ouvre les opportunités aux opérateurs algériens de pénétrer le marché africain, notamment celui du Centre-ouest de l'Afrique".

Selon le ministre, l'industrie aquacole constitue également un créneau porteur de développement de la production nationale et de la promotion de l'exportation vers les pays africains, citant la Tilapia qui est beaucoup importé par les pays de l'Afrique de l'Ouest, à l'exemple de la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Congo

et le Nigéria. La pisciculture marine permettra, elle aussi, à l'Algérie de se placer d'ici 2030 à la tête des pays qui assurent la fourniture de ces intrants en Afrique, a-t-il relevé expliquant que le pays se dotera de plusieurs unités de fabrication d'aliments pour le poisson d'élevage et des écloséries notamment pour la daurade et le loup de mer.

Affirmant que la coopération entre l'Algérie et les pays africains dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture est de "la plus haute importance", M. Badani a fait observer également que son département a intensifié ces dernières années sa coopération avec les pays africains en passant de six accords signés (Afrique du Sud, Guinée Bissau, Soudan, Mauritanie, Egypte, Tunisie) à 14 accords dont huit en cours de négociation.

OULED DJELLAL

Plus de 3.100 hectares pour la céréaliculture

La campagne de labours-semailles de la saison 2023-2024 concernera dans la wilaya d'Ouled Djellal une superficie de 3.140 hectares, apprend-on dimanche du directeur des services agricoles (DSA), Djameleddine Sedrate. Cette superficie devrait permettre de produire plus de 80.000 quintaux de céréales dont 43.500 quintaux de blé dur et 30.000 quintaux d'orge de sorte à dépasser la récolte de la saison précédente qui avait atteint 52.322 quintaux, a précisé à l'APS le même responsable. Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour assurer le succès de l'actuelle campagne des labours semailles qui démarrera "prochainement", a souligné le même cadre qui a relevé que les services agricoles mènent des actions de sensibilisation des agriculteurs pour les inciter à élargir les aires irriguées consacrées à la culture des céréales. Une journée d'étude et de sensibilisation a été ainsi organisée en direction des céréaliculteurs pour l'explication de l'itinéraire technique spécifique à la céréaliculture en plus d'une rencontre de proximité de vulgarisation agricole, selon encore la même source.

MARCHÉ

Le blé UE consolide de près de 2 €/t

Les cours du blé et du maïs reculent sous la pression de l'euro mais un regain de la demande et des conditions de semis critiques en France maintiennent une fermeté dans le marché. Les prix du blé et du maïs débutaient la semaine sur une note négative sur fond de considérations techniques et sous la pression du récent bond de la parité eurodollar. La monnaie unique est en effet revenue à son plus haut niveau depuis deux mois face au billet vert et dégrade ainsi la compétitivité des origines UE sur la scène internationale. La séance est toutefois animée par un nouvel appel d'offres algérien pour du blé tendre à chargement décembre – janvier. Les conditions de semis restent en outre préoccupantes en France après le passage de deux nouvelles tempêtes et face à des cartes météo encore chargées en précipitations. Le climat critique au Brésil entrave par ailleurs encore l'avancée des semis de soja et risque de retarder la seconde vague de maïs dans le pays. Vers 13h00, le blé Euronext à échéance décembre 2023 reculait de 1,75 €/t, à 231,75 €/t, tandis que le contrat mars 2024 diminuait de 1,75 €/t, à 236,75 €/t. Le maïs Euronext à livraison mars 2024 se dégradait de 1,25 €/t, à 206,25 €/t, le terme juin 2024 se contractait de 1,5 €/t, à 210,5 €/t.

Agence

PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES DE LARGE CONSOMMATION

Le ministre de l'Agriculture préside une réunion sur la régulation du marché

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a présidé une réunion de coordination consacrée à l'examen des mesures pratiques relatives à la régulation du marché des produits alimentaires et agricoles de large consommation et à la préparation de la saison agricole 2023-2024, a indiqué, lundi, le ministère dans un communiqué.

Par R.E.

La rencontre, tenue dimanche au siège du ministère en présence de cadres du ministère et de représentants du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, ainsi que des représentants des différents établissements et offices sous tutelle, a porté essentiellement sur les mesures pratiques relatives à la régulation du marché des produits alimentaires et agricoles de large consommation. Les participants ont abordé plusieurs dossiers importants et prioritaires, notamment la préparation de la saison agricole 2023-2024 et le déroulement de la campagne moisson-battage.

« Dans ce contexte, les dernières mesures prises en vue garantir le succès de la campagne moisson-battage de cette saison ont été abordées, notamment en ce qui a trait à la mobilisation des intrants agricoles (engrais et semences), ainsi que l'évaluation des préparatifs en cours sur le terrain, avec envoi de commissions d'inspection dans toutes les wilayas productrices des céréales », précise la même source. Dans ce cadre, des instructions ont été données à l'effet d'accompagner les producteurs des légumineuses, à travers la mise à disposition des semences et l'augmentation de la surface cultivée. De son côté, le représentant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a présenté un exposé exhaustif sur la nouvelle cartographie de distribution du lait en sachet subventionné, une mesure mise en place en vue de mo-



derniser le suivi et le contrôle par les agents des directions du commerce et par tous les services compétents au niveau de toutes les wilayas, avec pour objectif de garantir la disponibilité de ce produit dans toutes les régions du pays. Le ministre a salué les efforts consentis pour assurer une parfaite coordination entre les deux secteurs, et numériser la cartographie de distribution de la matière première aux laiteries publiques et privées. La rencontre a permis en outre de présenter la liste des produits agricoles concernés par la définition des marges de bénéfice pour certains produits de consommation essentiels. Au terme de cette réunion, des instructions fermes ont été données à l'effet de garantir une prise en charge « efficiente et prompte » de toutes les préoccupations soulevées, notamment

celles en lien avec l'approvisionnement du marché en viandes rouges et blanches, en œufs, l'objectif étant de proposer ces produits aux consommateurs à des prix abordables. La rencontre s'est déroulée en présence du Secrétaire général de la Chambre nationale agricole (CNA), un représentant de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), le Secrétaire général de l'Union nationale des commerçants et artisans algériens (UNCAA), ainsi que des représentants de l'Association nationale des transporteurs et distributeurs de lait, de la Fédération nationale des aviculteurs, de l'Association nationale des importateurs de viandes rouges, du Conseil national interprofessionnel de la filière céréalière, outre des opérateurs économiques opérant dans la production de légumineuses.

FAO

Les conséquences néfastes des systèmes agroalimentaires actuels avoisinent les 10.000 mds de dollars

Les systèmes agroalimentaires actuels font peser des coûts cachés sur la santé, l'environnement et la société avoisinant les 10.000 milliards (mds) de dollars par an, a alerté lundi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans son rapport publié sur son site web. Ce montant représente presque 10 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, précise la FAO dans cette analyse réalisée dans 154 pays. D'après cette édition 2023 sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, "plus de 70 % des coûts cachés sont dus à une mauvaise alimentation trop riches en graisses, en sucres et en aliments ultra-transformés. Elle peut être à l'origine d'obésité et de maladies non transmissibles (cancer, maladies cardiovasculaires, diabète...) qui conduisent à leur tour à des pertes de productivité", prévient l'institution onusienne.

Ces pertes sont particulièrement importantes dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, a-t-elle encore constaté. Par ailleurs, un cinquième des coûts totaux sont liés à l'environnement, détaillent les auteurs du rapport en évoquant les émissions d'azote et les émissions de gaz à effet de serre, les changements dans l'affectation des terres ou l'utilisation de l'eau. "Il s'agit d'un problème qui touche tous les pays et dont l'ampleur est probablement sous-estimée du fait des données limitées dont on dispose", ont-ils estimé, supposant toutefois que les pays à faible revenu sont proportionnellement les plus durement touchés par les coûts cachés des systèmes agroalimentaires liés à l'environnement. Ceux-ci représentant plus du quart de leur PIB, contre moins de 12 % pour les

pays à revenu intermédiaire et moins de 8 % pour les pays à revenu élevé. "Dans les premiers, ce sont les coûts cachés liés à la pauvreté et à la sous-alimentation qui sont les plus importants", précise le rapport. Face à ce problème, la FAO invite les pouvoirs publics et le secteur privé à mener plus régulièrement des analyses détaillées des coûts cachés ou coûts "véritables" des systèmes agroalimentaires afin de mettre en place des mesures permettant de réduire les dommages subis. Cité dans le rapport, le directeur général de la FAO, QU Dongyu, a plaidé pour un engagement collectif en faveur de la transformation des systèmes agroalimentaires actuels pour le bien de tous, notamment à travers des mesures permettant de faire face à la crise climatique, de lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'insécurité alimentaire".

SÉCURITÉ ET LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

Sonatrach lance un programme de sensibilisation

Le groupe Sonatrach a procédé, hier lundi, au lancement officiel du programme "Règles de ma sécurité", supervisé par la Direction centrale Santé, Sécurité et Environnement du groupe. Ce programme vise à améliorer la culture des travailleurs concernant la sécurité et la prévention des accidents de travail dans les différents sites opérationnels de la société, précise la société dans un communiqué.

Par S R.

Il a été lancé lors d'une rencontre de sensibilisation tenue au siège de la Direction générale de Sonatrach et ayant abordé le domaine HSE, et ce sous la supervision de M. Rachid Hachichi, Président-directeur général (P-dg) du groupe, en présence des directeurs et de cadres de l'entreprise. Le programme "règles de ma sécurité" est expliqué à travers des dépliants pédagogiques et de courts documentaires audio-visuels, abordant différents axes des règles de sécurité devant être pris en compte lors de l'exercice des missions, l'un dans le communiqué. Le programme s'inscrit dans le cadre des efforts de Sonatrach, visant à consolider la culture de la prévention dans les infrastructures de la

société et intervient en concrétisation des clauses de la déclaration générale de la politique hygiène, sécurité et environnement (HSE) de Sonatrach, reposant sur le principe de la gestion des risques et qui s'appuie sur la protection des trois valeurs principales, à savoir l'Homme, les outils de production, l'environnement et leur préservation, précise la même source. Le programme "Règles de la sécurité" sera mis en œuvre, à travers une campagne de sensibilisation globale au niveau des structures de la société, dans le but d'améliorer l'efficacité du système HSE, conclut le communiqué. Une déclaration fondée sur le principe de gestion des risques et reposant sur la protection des trois valeurs principales, à sa-

voir le capital humain, les moyens de production, et la préservation de l'environnement de travail et leur préservation. Il est à rappeler que la déclaration générale de la politique hygiène, sécurité et environnement (HSE) de l'Entreprise a signé en mars 2021 par l'ex Pdg du Groupe, Toufik Hakkar. Cette déclaration générale vient « conforter la volonté assumée de Sonatrach de tout mettre en œuvre pour atteindre et maintenir les meilleurs standards et performances en matière de Santé, de Sécurité et de Protection de l'Environnement », avait déclaré le groupe pétro-gazier. A travers cette démarche, Sonatrach « vise l'excellence dans les pratiques du HSE qui permet de répondre aux attentes internes et externes et la création de la valeur ajoutée ».

«NAPEC 2023» SE TIENDRA DU 13 AU 15 NOVEMBRE À ORAN

La transition énergétique et l'innovation en débat

La 11e édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine "NAPEC 2023" se tiendra du 13 au 15 novembre en cours au Centre des conventions d'Oran, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cette édition, qui se tiendra sous le slogan "Promouvoir une transition énergétique progressive grâce à l'innovation technologique", promet d'être un rendez-vous majeur pour discuter de la transition énergétique progressive et de l'avenir des énergies fossiles dans le contexte énergétique mondial, a-t-on souligné dans un communiqué annonçant l'évènement. Tout comme les précédentes, cette édition réunira les opérateurs du secteur pétrolier et gazier, et des fournisseurs de produits et services en relation avec les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie.



Le communiqué a mis en exergue la participation du ministère de l'Energie et des Mines, de Sonatrach et de ses filiales telle qu'Al-naft, ARH et Sonelgaz, ainsi que la présence active de grandes entreprises énergétiques mondiales telles que ENI, Total Energies,

Exxonmobil, Chevron et d'autres "venus des quatre coins de la planète, créant un environnement propice au développement de projets d'envergure sur le marché énergétique en Algérie". La 11e édition du NAPEC couvrira, grâce à son programme de confé-

rence, un large éventail de thèmes clés autour de la transformation liée à la transition énergétique future, a-t-on souligné, ajoutant qu'il sera question de débattre du rôle des énergies fossiles dans le paysage énergétique, prenant en compte les solutions technologiques envisageables pour une utilisation plus respectueuse de l'environnement, ainsi que de la contribution des entreprises à faible émission de carbone (CCUS, CCS). D'autres thèmes seront, par ailleurs, abordés, notamment "l'exploration et la production: défis et opportunités", "les stratégies et solutions de décarbonations pour l'industrie énergétique", "l'hydrogène en tant que vecteur clé dans le processus de la transition énergétique", et "l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie en vue de réduire la consommation d'énergie, une priorité pour un avenir durable".

R E.

CONTREBANDE À IN GUEZZAM

Saisie d'importantes quantités de produits alimentaires

Des quantités importantes de produits subventionnés de large consommation ont été saisies au niveau d'In Guezzam, par les services des Douanes et de l'ANP. « Dans le cadre des activités opérationnelles conjointes avec des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), les agents de la brigade mobile des Douanes relevant des services de l'inspection divisionnaire des Douanes d'In Guezzam dans le territoire de compétence de la Direction régionale des Douanes de Tamanrasset, ont mis en échec une tentative de contrebande et saisi des quantités considérables de produits subventionnés de large consommation, à savoir 4.300 sacs de farine (107,5 tonnes), 260 sacs et 1.700 paquets de sucre (23,5 tonnes), 1.680 bidons d'huile de table (8.400 litres) et 300 cartons de pâtes (3.000 kg)», souligne un communiqué de la Direction générale des Douanes. La saisie a également touché les moyens de transport utilisés dans la contrebande de ces marchandises, à savoir trois (3) tracteurs, trois (3) remorques et un (1) camion, mais aussi par l'arrestation de neuf (9) individus. Selon la même source, ces efforts renseignent sur «la mobilisation constante des agents des Douanes algériennes dans l'accomplissement de leurs missions relatives à la lutte contre les différentes formes de contrebande et reflète la parfaite coordination entre les corps de l'Etat dans la mise en œuvre des efforts des pouvoirs publics visant à lutter contre la spéculation et la contrebande des produits subventionnés et de large consommation, et ce afin d'assurer la stabilité des prix sur le marché national et l'approvisionnement continu du citoyen en produits de consommation». Agence.

INVESTISSEMENT

Levée des contraintes sur 23 projets à Mostaganem

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé de lever les contraintes administratives sur 23 projets d'investissement en suspens, a indiqué lundi un communiqué de la cellule d'information et de communication de ces services. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a tenu, hier dimanche, une réunion avec la commission chargée de lever les contraintes administratives sur des projets d'investissement en suspens ou en cours de réalisation, pour examiner tous les domaines restants dans les

secteurs de l'industrie, l'agriculture, le tourisme et les services, selon le même communiqué. Dans ce cadre, la commission en question a abordé la situation de 60 projets en suspens en termes d'entraves et infractions et les mesures devant être prises, conformément aux textes législatifs et réglementaires, avant de décider de lever les contraintes sur 23 projets d'investissement. La même commission a instruit d'achever les enquêtes sur la nature du foncier exploité par ces projets en suspens, l'achèvement des pro-

cédures de publication des permis de lotissements des zones d'activités, la modification de certaines données liées au statut particulier de la société ou de l'activité, ont ajouté les mêmes services. M. Boudouh, a insisté, lors de cette réunion, sur la nécessité d'effectuer un suivi périodique des dossiers, de lever les obstacles sur les investissements en suspens, notamment les obstacles administratifs, tout en veillant à fournir toutes les facilités requises, selon les règlements. La wilaya de Mostaganem avait levé,

auparavant, les obstacles sur 70 projets d'investissement dans divers domaines, sachant que cette commission a également procédé, dernièrement, à la régularisation définitive de 19 projets d'investissement et a accordé un délai d'une semaine à 8 projets d'investissement opérant avec des permis d'exploitation exceptionnels, avant le lancement de la régularisation définitive, en plus de la mise en demeure de trois autres investisseurs pour lever les réserves, a-t-on souligné.

R E.

TRAVAUX PUBLICS

Cinq ouvrages d'art pour désengorger El Bayadh

Les travaux de réalisation de cinq ouvrages d'art ont été lancés à El-Bayadh, a indiqué, dimanche, le directeur des Travaux Publics, Youcef Khelifa.

Cette importante opération de développement, lancée au début du mois de novembre pour une enveloppe financière de plus de 448 millions DA, dans le cadre du programme sectoriel, concerne la réalisation de ponts traversant l'oued d'El-Bayadh, dont quatre réservés aux véhicules et un autre pour les piétons, afin de désengorger la circulation, faciliter et réorganiser le trafic. Ces ouvrages d'art, dont les délais de réalisation sont fixés à dix mois, concernent la liaison entre Haï Ouled Yahia à Haï Ksar Bekheira, de Haï Louz à la cité de l'abattoir communal, de Haï ksar Bakhouassa à Haï Sidi Hadj Bahous, de l'agglomération Thenia 1 à l'agglomération Thenia 2 et de Haï El Qods à Haï Beau séjour.

Par ailleurs, concernant le lancement des travaux de revêtement du tronçon restant de la route nationale RN 107 dans son partie relevant de la commune de Brizina (El-Bayadh) en direction de la commune de Metlili (Ghardaïa) sur 35,5 km, le même responsable a indiqué que l'opération est en cours d'achèvement des procédures administratives.

DJELFA

Plus d'une vingtaine de participants au "Camp de formation des entrepreneurs"

Plus de 20 porteurs d'idées et de projets de startups de la wilaya de Djelfa prennent part au "Camp de formation des entrepreneurs", ouvert, dimanche, à la maison de l'environnement.

Ce camp pour les entrepreneurs en devenir s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de développement de la pensée entrepreneuriale chez la jeunesse algérienne, ciblant plusieurs wilayas du pays", a indiqué M. Mhamed Ouali, chargé de communication de l'Algerian Youth Entrepreneurs Foundation (AYEF), une fondation pour le soutien et le développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes, organisatrice de l'événement.

Organisée sous le signe "Une vision prospective prometteuse pour un développement économique durable", cette manifes-

tation de trois jours vise le développement de l'économie de la connaissance et le renforcement de la pensée entrepreneuriale, a-t-il ajouté

Les participants à ce camp ont loué la sélection de Djelfa au titre de ce programme national, de nature à renforcer les capacités et aptitudes des participants, au vu de la qualité de l'encadrement assuré par des enseignants universitaires spécialisés et d'un cadre de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya qui a procédé, à l'occasion, à l'ouverture du premier atelier de ce camp de formation.

L'organisation de ce type de formations est

devenue "un impératif pour accompagner les efforts des pouvoirs publics visant la relance de l'économie nationale à travers le renforcement de la culture entrepreneuriale parmi les jeunes", a souligné, pour sa part, la présidente de l'association locale "Iskandar pour la solidarité et la culture", Mme Aicha Bouzidi.

Les ateliers de ce camp aborderont plusieurs axes liés notamment aux mécanismes de création d'une startup et à l'exploitation des systèmes de numérisation et de l'intelligence artificielle.

ADRAR

Distribution de 7 ambulances aux établissements de santé

Sept (7) ambulances destinées à plusieurs établissements hospitaliers et structures de santé de proximité dans les différentes communes de la wilaya d'Adrar, ont été distribuées lors d'une cérémonie organisée dimanche en présence des autorités locales. Cette démarche, qui s'est déroulée en présence des chefs de daïras, des présidents des assemblées populaires communales et des responsables du

secteur de la santé, vise l'amélioration des conditions de prise en charge des patients, notamment dans les communes reculées, ont indiqué les responsables de la wilaya. Lors de cette cérémonie organisée au siège de la wilaya, le wali d'Adrar Larbi Bahloul a mis l'accent sur l'importance de préserver ces équipements de manière à garantir une meilleure prise en charge des malades, notamment en termes

d'évacuation sanitaire. Ce quota comprend des ambulances équipées destinées aux Etablissements publics hospitaliers (EPH) et aux établissements publics de santé de proximités (EPSP) éparpillés à travers les territoire des communes concernées, ainsi que le centre de lutte contre le cancer au chef-lieu de la wilaya , en plus de deux ambulances de type 4x4 attribuées aux communes d'Akabli et de Tsabit, à

l'Est et au Nord de la wilaya , en raison de leur spécificité géographique. Pour sa part, le président de l'assemblée populaire communale de Timokten, daïra d'Aoulef , Mustapha Bentayeb, a souligné l'importance de cette opération dans la prise en charge et l'évacuation des patients de la région notamment vers les hôpitaux des communes limitrophes.

ANNABA

Plus de 120 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Plus de 124 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité dans la wilaya d'Annaba dans le cadre d'appui aux activités agricoles pour l'amélioration de leurs rendements, a indiqué ce dimanche la direction de distribution de

l'électricité et du gaz. Dans une déclaration à l'APS, la chargée de communication de cette direction, Widad Bouhouche, a précisé que ces raccordements ont nécessité la pose d'un réseau de 77 km répartis sur les communes d'Ain Berda, Oued Aneb, Chorfa, El

Eulma et Berrahal pour une enveloppe financière de 500 millions DA. Le programme de raccordement des exploitations agricoles en électricité revêt un caractère prioritaire au regard de l'importance stratégique du secteur agricole ainsi que de sa pérennité et du dévelop-

pement de ses performances, est-il indiqué. Il est ainsi prévu, au titre de même programme, de soutenir, diversifier et élargir les activités agricoles dont l'avi-culture et les élevages d'animaux, selon les responsables de la direction des services agricoles.

COMMUNE D'ORAN

Plus de 270 millions DA allouées par la wilaya

La commune d'Oran a reçu des aides allouées par les services de la wilaya de plus de 270 millions DA pour la prise en charge de plusieurs projets de développement, a indiqué ce dimanche le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Amine Alouche. Lors de la 3ème session de l'APC de l'exercice 2023, les services de la wilaya ont consacré une enveloppe financière de 100 millions DA pour la prise en charge de l'aménagement du boulevard 19 mars 1962 dans la ville

d'Oran, situé sur la façade maritime et faisant partie des principales artères de la capitale de l'Ouest du pays. Les mêmes services ont également alloué à la commune d'Oran un montant de 59 millions DA pour le projet d'alimentation de la zone touristique du mont Murdjadjou, surplombant la ville, en eau potable et un montant de 34 millions DA pour l'équipement de 34 cantines scolaires, ainsi qu'un montant similaire pour la prise en charge des travaux de transfert des réseaux de gaz et d'électricité du car-

refour de Haï Colonel Lotfi, selon le même responsable. L'APC d'Oran a bénéficié, par ailleurs, d'une aide des services de la wilaya d'une valeur de 47 millions DA pour le réaménagement et le renouvellement de la pelouse du stade Toula Allal et d'une somme de 600.000 DA pour la maintenance des bus de transport scolaire. La même collectivité de base a procédé au règlement de 56 % de ses dettes, qui dépassent les 6 milliards DA, outre l'augmentation de ses recettes issues de l'exploitation de ses biens, attei-

gnant 430 millions DA, ces dix derniers mois, par rapport aux 15 derniers mois, qui étaient de 450 millions DA. Les membres de l'APC d'Oran ont approuvé, lors de cette session, l'octroi d'aides à plusieurs instances relevant de la commune et autres concernant des associations culturelles, sportives et sociales, activant au niveau de la commune, en plus de l'approbation d'un ensemble de conventions et de marchés concernant la réalisation de plusieurs projets.

Israël peut-il faire la paix ?

« Au cours des cinq derniers siècles, il est arrivé à seize reprises qu'une puissance montante menace de supplanter la grande puissance régnante. Dans douze cas, cette situation s'est soldée par une guerre. Quant aux quatre fois où la guerre a pu être évitée, cela n'a été possible que grâce à des ajustements de taille, de part et d'autre, dans les actes comme dans les attitudes. ... Pour échapper au Piège de Thucydide, nous devons accepter de penser l'impensable – et d'imaginer l'inimaginable. Vu la situation actuelle, il nous faut désormais infléchir le cours même de l'histoire. »[1]

Partie 3



Par DERGUINI Arezki (*)

La compétition mondiale est sans fin, les guerres n'y mettent pas un terme, elles dictent les conditions dans lesquelles elle s'effectuera, mais des conditions qu'elle ne cessera pas de travailler. La guerre en Ukraine remet l'Allemagne dans le cadre qu'a fixé la Seconde Guerre mondiale. L'Europe alors ? La guerre des nations semble de nouveau de retour. En empêchant l'Allemagne de mener l'Europe dans la compétition mondiale, les USA refusent de transformer son rapport de domination en rapport de dépendance mutuelle. Les USA refusent de n'être qu'un puissant pôle du monde, d'être pleinement et positivement ce qu'ils peuvent être. Ils sont obnubilés par leur monopole de la violence qui les perdra eux et le monde. L'Occident refuse les nouveaux rapports d'interdépendance, non pas au nom de la symétrie des relations, de la réciprocité, mais au nom de la suprématie de ses valeurs. Il préfère engager une guerre des dieux (Max Weber) qu'une compétition équitable. Il veut pouvoir ainsi préserver ses avantages, sa position dominante dans le monde. Il ne veut pas admettre qu'il n'est plus qu'une partie du monde. Il croit pouvoir encore parler au nom du monde, être le seul capable d'administrer ses compétitions et coopérations. Il ne voit pas qu'il est sur la mauvaise pente, en se resserrant, il ne compte plus sur sa force morale et intellectuelle, il ne pourra plus compter que sur sa présente force militaire et technologique qui parce qu'elle désordonne au lieu d'ordonner, se

défera. Elle ne quittera pas la Terre, la Terre l'ensevelira. Le monde s'adaptait au monde occidental, voilà qu'il doit s'adapter au monde. Mais pour s'adapter, il refuse de changer, d'abandonner ses vieilles recettes de relations internationales. Il refuse de se transformer, de devenir une partie du monde parmi d'autres. Il refuse de renoncer à des relations internationales asymétriques qu'il fait subir, mais ne veut pas subir. Il refuse d'équilibrer ses relations avec les autres parties du monde. Il tient à un mode de vie qui n'est plus soutenable. Face au développement de relations internationales asymétriques en faveur de la Chine qui lui emprunte ses politiques (politique d'endettement) et qu'il dénonce maintenant, il refuse de se faire le porte-parole d'un mouvement d'équilibrage des relations internationales qui épargnerait au monde une nouvelle hégémonie mondiale. Il a la vue courte, il défend mal ce qui peut être défendu. La guerre intérieure qu'il avait exportée, frappe à sa porte, s'insinue en lui. L'Europe devrait se détacher des USA, pour rééquilibrer ses rapports avec l'Afrique et l'Asie. Les USA devraient se recentrer sur l'Amérique et rééquilibrer ses relations. L'Europe devrait investir dans une Afrique décoloniale, de sorte que les investissements en infrastructures de la Chine soient complétés et valorisés par des investissements productifs, de sorte que la Chine ne soit pas contrainte à une politique d'endettement de l'Afrique pour lui disputer les ressources. C'est la compétition qui dicte sa loi. Les conditions qui la fixent ne lui sont pas transcendantes, elles évoluent avec elle. Des rapports complémentaires

non asymétriques avec la Chine et le reste du monde, voilà ce qui ferait de la compétition une façon de faire la paix. Car la compétition peut être une façon de faire la guerre ou de faire la paix.

Israël entre Occident et Orient

Aujourd'hui Israël représente la pointe avancée de l'Occident dans une ancienne partie du monde qu'il avait colonisé. L'Occident a placé Israël en terre conquise militairement et le défend. Ce n'est pas une dette de sang qu'il paye, ce sont ses intérêts qu'il continue de défendre par la canonniers. Mais si l'Occident ne peut plus soutenir Israël qui lui devient trop coûteux que deviendra-t-il au sein du monde musulman ? Pour l'heure, l'Occident et Israël pensent que le siècle juif[5] et américain n'est pas terminé. Israël pousse ses derniers pions. Il se précipite encore dans la guerre pour se convaincre que la roue de l'Histoire tourne toujours en sa faveur. Il ne se rend pas compte que l'Occident qui l'a meurtri, qu'il a conquis par son assimilation, est maintenant de plus en plus préoccupé par lui-même. Pourra-t-il compter indéfiniment sur les USA et la France pour assurer sa sécurité ? Pourra-t-il continuer d'être un corps étranger dans son environnement ? Tout se passe comme si, il ne restait plus de solution pour Israël que de se constituer en bastion inexpugnable avant que l'Occident ne fléchisse trop dans son soutien. Afin que protégé de l'Occident, il en devienne le défenseur pour conserver sa position en son sein. Car tel paraît être l'enjeu : chasser les populations arabes de la Palestine, mettre fin au pré-

texte des deux États et maintenir des pays arabes dans la sphère occidentale. Transformer le coup d'éclat du Hamas en défaite palestinienne et arabe est l'objectif de l'Occident et d'Israël, même si, comme on le fait croire, cela n'a pas été programmé, cela n'était pas dans la logique des choses. On a monté le Hamas disent les services spéciaux israéliens pour descendre l'OLP, représentant officiel du peuple palestinien aux yeux de la communauté internationale, on le descendra à son tour le moment venu pour en finir avec le peuple palestinien, pouvaient-ils penser. Il faut chasser les populations palestiniennes de Gaza, objectif non déclaré, car non légitime, et non pas détruire l'ennemi, objectif déclaré, car légitime. En vidant Gaza de ses populations, « le bassin de son eau », il n'y aura plus de résistance palestinienne à l'occupation, plus de « poissons dans l'eau ». Il faut triompher de Hamas, du Hezbollah, pour prétendre défendre des pays arabes contre l'Iran. C'est le seul moyen de faire préférer à des pays arabes comme l'Arabie saoudite la protection du camp occidental à la médiation chinoise. Israël n'occupera pas militairement Gaza, il bombardera le territoire, détruira ses infrastructures jusqu'à le vider de sa population. Mais cette logique peut-elle encore triompher ? Le coup d'éclat de Hamas est précisément d'avoir précipité la fin de la fiction des deux États, d'avoir exposé au monde le plan de nettoyage ethnique d'Israël.

A suivre

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

ACHÈVEMENT DE 30% DU PROJET D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE DU GOLFE AVEC L'IRAK

Al-Ibrahim confirme qu'il sera achevé à fin 2024

Le PDG de l'Autorité d'interconnexion électrique du Golfe, l'ingénieur Ahmed Al-Ibrahim, a révélé que le taux d'achèvement du projet d'interconnexion électrique du Golfe avec l'Irak a atteint 30 %, indiquant que le projet est en train de préparer des chemins à l'intérieur du territoire irakien. Il se déroulera selon un calendrier précis qui se terminera d'ici fin 2024.

Il a déclaré dimanche, lors de la célébration de la Semaine mondiale de la qualité, à son siège à Dammam, que l'Autorité tenait à appliquer les normes de qualité les plus élevées dans le projet d'interconnexion électrique avec l'Irak, en sélectionnant les meilleures entreprises mettant en œuvre le projet en appliquant les meilleurs standards de qualité.

Il a expliqué que l'Autorité a développé un programme intégré pour surveiller la qualité du projet d'interconnexion électrique avec l'Irak, à travers l'équipe de projet.

Il a souligné que l'Autorité souhaite se connecter aux systèmes externes pour bénéficier des surplus d'énergie pendant l'hiver, en exportant de l'énergie vers ces systèmes, soulignant que les pays ciblés pour l'exportation d'énergie sont l'Irak, ainsi que la Jordanie et l'Égypte à court terme. Grâce à la coopération avec la Saudi Electricity Company et le reste des réseaux du Golfe, considérant quela saison hivernale représente une opportunité d'entretien régulier pour maintenir les performances et la qualité du système.

Il a souligné que la Semaine mondiale de la qualité 2023 représente une opportunité de mettre en valeur les individus, les équipes de travail et les établissements qui investissent dans la création et l'amélioration de la valeur pour les clients.

ÉGYPTE

Les réserves de change dépassent 35 milliards de dollars

La Banque centrale d'Égypte a déclaré aujourd'hui dimanche que les réserves de change nettes du pays avaient atteint 35,102 milliards de dollars à la fin du mois d'octobre dernier.

Un communiqué publié par la banque explique que ses réserves de change ont augmenté de 34,97 milliards de dollars en septembre, ce qui signifie que les réserves ont augmenté de 132 millions.

Malgré l'augmentation des réserves de change, l'Égypte est confrontée à des fluctuations de l'abondance des devises, ce qui l'a amenée, en mars dernier, à retarder les paiements pour l'achat de blé, selon les déclarations du gouvernement.

L'Égypte a perdu plus de 9 milliards de dollars de réserves de change au cours des premiers mois de la guerre russo-ukrainienne (février 2022) en raison de la sortie de (certains) investissements et du coût élevé des importations.

Au cours de l'année en cours, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre un plan visant à vendre des actifs publics au secteur privé, dans le cadre des efforts visant à fournir des liquidités étrangères.

Avant-hier, Fitch a abaissé la note de crédit à long terme de l'Égypte en devises étrangères à "B-", contre "B", indiquant des risques accrus pour le finance-



ment extérieur. L'agence de notation de crédit a également révisé sa perspective sur l'Égypte de « négative » à « stable ». Elle a déclaré que la dégradation reflète des risques accrus pour le financement extérieur de l'Égypte, la stabilité macroéconomique et la trajectoire d'une dette publique déjà élevée.

L'agence a déclaré que la proximité de l'Égypte avec le conflit entre Israël et la résistance pa-

lestinienne et l'afflux potentiel de réfugiés augmentent les risques pour la sécurité, en particulier dans la région du Sinaï. Elle a ajouté que la guerre entre Israël et le Hamas présente des risques négatifs majeurs pour le tourisme en Égypte. L'agence a confirmé que les revenus attendus du tourisme et du canal de Suez en Égypte ainsi que la récupération des envois de fonds de l'étranger contribueront à contenir les besoins de finance-

ment dus à l'augmentation des importations. L'Égypte est confrontée à une crise économique dans un contexte d'inflation record, et les emprunts élevés au cours des huit dernières années ont rendu le remboursement de la dette

extérieure un fardeau de plus en plus lourd. Le Caire a imposé des restrictions sur les importations face à la pénurie de devises étrangères, et au moins deux banques ont suspendu l'utilisation des cartes de débit en livres sterling (la monnaie locale) à l'extérieur du pays pour arrêter l'hémorragie des devises. L'agence Bloomberg avait cité la directrice exécutive du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, affirmant que l'Égypte « saignerait » ses précieuses réserves si elle ne dévalorisait à nouveau sa monnaie, tout en saluant les autres mesures prises par le Caire, qui est le deuxième emprunteur du pays. le Fonds - pour corriger son économie.

Les autorités monétaires ont dévalué la Livre à trois reprises depuis début 2022, la monnaie locale perdant près de la moitié de sa valeur par rapport au dollar.

ARABIE SAOUDITE

Le royaume enregistre la croissance de l'emploi la plus rapide depuis 9 ans

L'économie saoudienne non pétrolière a connu en octobre dernier sa plus forte croissance de l'emploi depuis neuf ans, ce qui indique une amélioration des conditions commerciales alors que le plus grand exportateur mondial de pétrole cherche à se diversifier.

L'indice des directeurs d'achat de la Riyad Bank dans le Royaume a augmenté à 58,4 points le mois dernier contre 57,2 points en septembre dernier, soutenu par "une forte croissance des nouvelles affaires" et "une expansion notable de l'activité".

La mesure se situe bien au-dessus de la barre des 50 qui sépare la croissance de la contraction et « indique une amélioration significative de la santé de l'économie du Royaume ». La banque a expliqué dans un communiqué que les conditions solides du marché du travail ont contribué à une augmentation plus rapide des salaires, ce qui a accru les pressions sur les coûts des intrants tout en accélérant l'inflation des prix d'achat.

L'économiste en chef de la Riyad Bank, Nayef Al-Ghaith, a déclaré que l'expansion de l'emploi est un signe prometteur pour l'économie saoudienne, car elle indique une demande croissante de main-d'œuvre et une amélioration potentielle du marché du travail.

Cependant, les entreprises ont réduit leurs prix de vente pour le deuxième mois consécutif, alors que d'autres rapports indiquent qu'une forte concurrence a érodé leur part de marché.

Le communiqué indique que l'activité com-

merciale a continué de croître à un rythme notable au début du quatrième trimestre de cette année, en réponse à la demande croissante des clients et à l'amélioration des conditions économiques, ajoutant que les entreprises non pétrolières - incluses dans l'étude de la banque - enregistre une forte hausse des affaires nouvelles, avec une amélioration du taux d'expansion, à son plus haut niveau depuis 4 mois.

La croissance de la production et des nouvelles affaires est restée généralisée dans les secteurs de la fabrication, de la construction, du commerce de gros, de la vente au détail et des services.

Il convient de noter que l'économie saoudienne - qui pèse 1 100 milliards de dollars - a subi sa plus forte contraction depuis 2020 au cours du troisième trimestre, après que le Royaume a réduit sa production de pétrole en juillet pour tenter d'augmenter les prix mondiaux du brut.

Mercredi dernier, les données publiées par le ministère saoudien des Finances ont montré que le Royaume avait enregistré un déficit budgétaire s'élevant à 35,8 milliards de riyals (9,54 milliards de dollars) au troisième trimestre de l'année.

TUNISAIR

Une mauvaise gouvernance décomplexée

Le groupe Tunisair a publié ses comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2019, avec un retard de quatre ans, soit le vendredi 3 novembre 2023. Sans surprise : le groupe public a affiché un déficit net de 209,038 millions de dinars (MDT), contre un déficit 216,503 MDT au titre de l'exercice 2018. Et c'est ce canard boiteux qui, depuis au moins une décennie, grève le budget de l'Etat que... l'Etat ne veut pas céder au privé. Il fait même pire : il lui maintient le monopole du ciel tunisien, en sanctionnant le secteur touristiques national et les citoyens tunisiens ainsi privés des bienfaits de la concurrence sur les prix, ceux de Tunisair restant

très élevés et prohibitifs sur toutes les lignes qu'elle dessert. La société a révélé que son chiffre d'affaires pour... 2019 a légèrement augmenté de 4%, passant de 1,793 milliard de dinars au 31 décembre 2018 à 1,868 milliard de dinars à la même date en 2019. Les capitaux propres du groupe ont affiché, la même année, un solde négatif de -874 millions de dinars (MDT), contre -669 MDT en 2018. Le résultat opérationnel a dépassé 1,9 milliards de dinars, en hausse de 3%. Des performances dignes de figurer dans le livre Guinness des Records dans la rubrique « Mauvaise gouvernance décomplexée ».

INDUSTRIE AFRICAINE DU FROID

Trois défis restent à relever pour accélérer la dynamique

Le rapport souligne que le développement de la chaîne du froid sur le continent peut limiter les pertes post-récolte qui minent l'agriculture africaine, répondre aux nouvelles exigences des consommateurs urbains et stimuler les échanges commerciaux avec les autres régions du monde.

Les initiatives se multiplient sur le marché africain de l'application de la chaîne de froid dans l'agroalimentaire pour réduire les énormes pertes post-récolte, mais plusieurs défis liés à la fiabilité de l'approvisionnement énergétique, au manque d'une main d'œuvre qualifiée et au déploiement des frigorigènes à faible empreinte carbone freinent le développement de l'industrie, souligne un rapport publié le 25 octobre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « L'émergence d'une industrie africaine du froid », le rapport précise que la taille de l'industrie du froid en Afrique reste modeste. Si les données spécifiques sur le continent ne sont pas disponibles, la FAO souligne que la capacité moyenne de stockage frigorifique dans les pays en développement est de 20 m³ pour 1000 habitants contre, par exemple, 200 m³ en Amérique du Nord, en Europe occidentale et en Océanie. Le continent est globalement resté en marge du développement du volume global des entrepôts frigorifiques entre 2018 et 2020, selon l'Alliance mondiale pour la chaîne du froid (AMCC), même si de fortes disparités existent entre les pays. Selon la Banque mondiale, le Nigeria, le Kenya et la Côte d'Ivoire comptent parmi les principaux marchés de niche pour le développement de la logistique à température contrôlée



(TCL) en dehors des marchés comme l'Afrique du Sud et les pays d'Afrique du Nord, où la chaîne de froid est déjà bien implantée dans l'industrie agroalimentaire. D'après une étude de l'institution, le potentiel de ce marché était estimé à plus de 20 milliards de dollars en 2017. Le rapport indique également que plusieurs initiatives ont déjà vu le jour sous l'impulsion des secteurs privé, public et institutionnel.

Des pertes post-récolte allant jusqu'à 40%

En octobre 2022, le gestionnaire de fonds African Infrastructure Investment Managers (AIIM) a annoncé le lancement de la Commercial Cold Holdings (CCH), en association avec Bauta Logistics et Mokobela Shakati. Cette plateforme dotée de 150 millions de dollars s'appuiera dans un premier temps sur CCS Logistics, une entre-

prise nouvellement acquise par le consortium d'investisseurs. L'initiative sera dédiée à la logistique à température contrôlée via l'acquisition d'actifs dans la conservation et le développement d'infrastructures. Au Nigeria, la start-up ColdHubs fabrique et installe des modules frigorifiques d'une capacité de 2 tonnes fonctionnant à l'énergie solaire dans les fermes et les marchés publics. Les agriculteurs peuvent y stocker leurs produits périssables pour un montant forfaitaire de 100 nairas (0,2 \$) par jour pour chaque caisse contre un prix moyen de 6000 nairas (13,5 \$) dans le système de réfrigération classique fonctionnant à l'aide d'un générateur diesel. Au Rwanda, un Centre d'excellence africain pour le refroidissement durable et la chaîne du froid (ACES) a ouvert ses portes en décembre 2020. Les principaux objectifs de ces diverses initiatives sont de ré-

duire les pertes post-récolte qui s'élèvent à 30 à 40% en Afrique contre une moyenne mondiale estimée à 14%, d'améliorer la sécurité alimentaire et de répondre aux attentes des consommateurs africains urbains en matière de sécurité sanitaire et de fraîcheur des produits. D'autre part, un traitement par le froid de certains produits est une condition nécessaire à leurs accès aux marchés asiatiques et européens. Le rapport élaboré par notre confrère Espoir Olodo note cependant que trois défis restent à relever pour accélérer le développement de l'industrie du froid sur le continent. Il s'agit en premier lieu d'assurer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité alors que plusieurs pays africains font déjà face à un déficit énergétique. Dans un tel contexte, l'industrie du froid pourrait explorer la piste des énergies renouvelables afin de disposer d'une source d'approvisionnement indépendante et de réduire ses coûts. Le deuxième défi concerne le manque d'une main d'œuvre qualifiée spécialisée dans le développement et du matériel de la chaîne de froid, qui peut être relevé grâce au renforcement des programmes de formation dans ce domaine. Et last but not least, les pays africains devraient œuvrer dès à présent à réduire l'impact environnemental de l'industrie du froid, en encourageant l'utilisation de frigorigènes sobres en carbone.

SECTEURS MANUFACTURIER, PHARMACEUTIQUE ET ALIMENTAIRE

La Tanzanie cible des partenariats d'investissement avec l'Égypte

Le président de l'Autorité tanzanienne d'investissement, a déclaré que le gouvernement de son pays avait pour objectif de conclure des partenariats d'investissement avec la partie égyptienne dans les secteurs manufacturier, pharmaceutique et alimentaire. Gilad Terry, président de l'Autorité tanzanienne d'investissement a ajouté lors du « Forum sur l'investissement africain - Industries égyptiennes sur le territoire tanzanien », qui s'est tenu dimanche au Caire, qu'il espère « bénéficier de l'expertise égyptienne en matière d'investissement immobilier et de développement des infrastructures, en particulier depuis l'expansion des infrastructures en Tanzanie ». "La production est au taux le plus bas de la région, ce qui a contribué à ce que le volume des investissements égyptiens en Tanzanie atteigne 1,3 milliard de dollars depuis 1997." Le forum a été lancé en présence de plus de 100 institutions industrielles égyptiennes, au siège de l'Autorité générale pour l'investissement et les zones franches, et a été témoin de l'annonce par ElsewedyIndustrialDevelopment, filiale d'Elsewedy Electric, de la nouvelle ElsewedyIndustrial City à La Tanzanie, sur une superficie de 2,6 millions de mètres carrés, vise à attirer des investissements d'une valeur de plus de 400 millions de dollars de la part d'investisseurs de toute la région, créant plus de 50 000 opportunités d'emploi et apportant un soutien important au développement industriel du pays et à l'industrialisation de 2025. Un communiqué de presse de l'Autorité égyptienne des investissements a expliqué que le projet de ville accueille "200 usines dans des secteurs d'importance stratégique pour la Tanzanie, depuis les médicaments, en passant par les matériaux de construction, jusqu'aux industries alimentaires et des boissons, et aux industries mécaniques. La ville comprend l'Académie Elsewedy. pour l'enseignement technique et la formation professionnelle, qui s'engage à respecter les normes internationales les plus élevées. » Pour qualifier la main-d'œuvre tanzanienne afin de suivre le rythme de l'évolution mondiale du marché du travail. Le nouveau projet est situé dans la ville de Kabaha, en Tanzanie, à 15 kilomètres du port sec « Koala », et se distingue par la présence de la gare « Ruvo » pour le train à grande vitesse « SGR », qui s'étend sur une longueur de deux mille kilomètres, et relie Dar es Salaam, la ville industrielle et le port sec, ce qui facilite le transport des personnes et des marchandises. Mohamed Al-Qammah, PDG d'ElsewedyIndustrialDevelopment, a annoncé que la construction de la première phase de la ville, qui couvre une superficie de 500 000 mètres carrés, sera achevée d'ici un an. Pour sa part, le PDG de l'Autorité égyptienne d'investissement, Hossam Heiba, a déclaré que l'organisation par l'Autorité du « Forum africain sur l'investissement - Industries égyptiennes sur le territoire tanzanien » reflète le développement des relations égypto-tanzaniennes à tous les niveaux politiques, économiques et culturels au cours de cette période. ces dernières années, soulignant les nombreuses opportunités de partenariat futures pour stimuler la croissance et l'exploitation optimale des avantages compétitifs des deux pays, en particulier l'attractivité de la localisation et le développement de l'environnement d'investissement, alors que les deux gouvernements ont mis en œuvre un ambitieux programme de réforme économique pour améliorer l'environnement des affaires.

INDICE DE PRESTATION DE SERVICES PUBLICS

La BAD tient la première consultation technique régionale

La Banque africaine de développement, en collaboration avec ses partenaires, dont l'Institut Tony Blair et l'Organisation internationale du travail, a tenu, lundi 30 octobre 2023 à Abidjan, la première d'une série de réunions régionales de consultation technique sur l'Indice de prestation de services publics (PSDI). L'indice mesure la performance des services publics dans les pays africains à travers le prisme des priorités de la Banque, les « High 5 ». L'objectif global du PSDI est de contribuer à améliorer la qualité et la couverture des services publics fournis aux citoyens africains en suivant les progrès réalisés au fil du temps et en rendant cette information publique et largement disponible de manière transparente. L'objectif de ces réunions régionales de consultation technique est de recueillir les observations et les informations pertinentes

nécessaires pour confirmer la liste des mesures (indicateurs) sélectionnées pour le PSDI. Elles serviront également de sessions de feedback pour recueillir des commentaires sur la méthodologie, le cadre et la structure de l'indice. L'économiste en chef et vice-président de la Banque africaine de développement chargé de la Gouvernance économique et de la Gestion des connaissances, M. Kevin Urama, a déclaré à l'ouverture que la prestation de services publics est une dimension essentielle de la gouvernance. Il a souligné que l'amélioration des services publics pouvait accroître le niveau de vie des citoyens et, à terme, accélérer la réalisation d'objectifs de développement tels que la Stratégie décennale du Groupe de la Banque, les « High 5 » et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. M. Urama a remercié les institutions partenaires pour le temps qu'elles ont bien voulu consacrer aux travaux, notant qu'il est essentiel que le

cadre du PSDI et le processus soient aussi transparents que possible afin de garantir au maximum sa transparence. Les partenaires ont exprimé leur intérêt et leur gratitude pour la collaboration avec la Banque et pour les consultations techniques régionales en cours dans le cadre du PSDI. En plantant le décor de la réunion, le directeur de l'Institut africain de développement, M. Eric Ogunleye, a présenté les objectifs des consultations ainsi que les résultats escomptés et a souligné la tâche et la responsabilité énormes et passionnantes des participants, qui doivent fournir un retour d'information qui aidera la Banque africaine de développement à aller jusqu'au bout de ses efforts pour aider les pays africains à améliorer la transparence et la reddition de comptes dans la prestation de services publics. Les discussions ont été encadrées par les membres du comité consultatif technique du PSDI.

POINT-MARCHÉS

Prudence en vue en Europe avant les indices PMI

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note prudente lundi après le rallye observé la semaine dernière dans un contexte de détente sur l'obligataire née des annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed) et d'indicateurs économiques suggérant la fin de la remontée des taux d'intérêt.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait perdre 0,15% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait céder 0,03%, tandis que le FTSE 100 à Londres pourrait grappiller 0,07%. L'indice Euro-Stoxx 50 est attendu en repli de 0,07%. Après le statu quo sur les taux décidé respectivement par la Fed, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE), plusieurs données économiques, dont le rapport sur l'emploi et l'indice ISM des services aux Etats-Unis, ont confirmé le ralentissement de l'économie, confortant le scénario d'un impact du resserrement des grandes banques centrales et la perspective d'une pause durable sur le coût du crédit. Les marchés estiment désormais avec une probabilité de 90% que la Fed ne remontera plus ses taux dans l'actuel cycle de resserrement et qu'elle pourrait même les baisser dès le mois de juin, selon le baromètre FedWatch. Cet espoir sera mis à l'épreuve de nouvelles données, dont les chiffres définitifs mensuels de l'activité des services dans plusieurs pays de la zone euro attendus dans la journée, alors que cet indicateur au Royaume-Uni a affiché vendredi une nouvelle contraction en octobre. Pour le reste de la semaine sont attendus des indicateurs d'inflation (mardi) et la statistique mensuelle des ventes au détail en zone euro (mercredi), le produit intérieur brut britannique (vendredi) et des interventions de banquiers centraux.

A WALL STREET

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi sur fond de forte baisse des taux, le rendement du dix ans ayant touché en séance un creux de plus de cinq semaines, après le rapport sur le marché du travail aux Etats-Unis qui a fait état de 150.000 emplois non-agricoles créés en octobre au lieu 180.000. L'indice Dow Jones a gagné 0,66%, ou 222,24 points, à 34.061,32 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 40,56 points, soit 0,94%, à 4.358,34 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 184,09 points (+1,38%) à 13.478,28 points. "(Le rapport sur l'emploi) renforce le sentiment que la Fed va préserver le statu quo dans un avenir proche et qu'elle n'augmentera de nouveau ses taux que si l'inflation accélère", a commenté Matt Pallazzo, stratégeste chez Bernstein Private Wealth Management. La plupart des onze secteurs majeurs du S&P500 ont progressé, notamment celui de l'immobilier, tandis que côté valeurs, Apple a terminé en baisse après avoir fait état de prévisions de ventes pour la période des fêtes inférieures aux attentes.

EN ASIE

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a fini sur un gain de 2,37% à 32.708,48 points, à un sommet de plus d'un mois, et le Topix, plus large, a pris 1,64% à 2.360,46 points. Les indices ont été soutenus par le secteur des semi-conducteurs et par la bonne tenue de Wall Street vendredi. Concernant la politique monétaire, la Banque du Japon (BoJ) est en passe de mettre fin à son biais accommodant, son gouverneur Kazuo Ueda ayant déclaré lundi que l'institution était désormais proche d'atteindre son objectif d'inflation. Les minutes de la réunion des 21 et 22 septembre de la BoJ montrent cependant que la plupart des membres du conseil des gouverneurs de la banque centrale n'ont pas jugé nécessaire de nouveaux ajustements sur le contrôle de la courbe des taux et sont convenus de poursuivre l'assouplissement monétaire pour atteindre les objectifs d'inflation et de croissance des salaires. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) gagne 2,0%, après avoir pris la semaine dernière 2,8%. En Chine, le SSE Composite de Shanghai

s'octroie 0,90% et le CSI 300 progresse de 1,34%. LES VALEURS A SUIVRE EN EUROPE: Ryanair a annoncé lundi anticiper un bénéfice annuel record et s'est engagé pour la première fois à verser aux actionnaires un dividende régulier.

CHANGES/TAUX

Le dollar est pratiquement stable (-0,04%) face à un panier de devises de référence après avoir reflué de 1,3% la semaine dernière, au plus bas depuis fin septembre. L'euro grignote encore 0,06%, à 1,0735

dollar après un gain de 1% vendredi, son niveau le plus élevé en deux mois. La livre sterling s'affiche à 1,2384 dollar (+0,08%). Sur le marché obligataire, le rendement des bons du Trésor américain à dix ans, qui a perdu 35 points de base depuis son pic de 16 ans touché en octobre, repart légèrement à la hausse, d'environ trois points, à 4,5912%. Ce taux avait atteint 5,021% le mois dernier. Le rendement du Bund allemand de même échéance, qui a reflué de 18 points la semaine dernière, sa chute hebdomadaire la plus importante depuis le 2 juin, reprend 4,6 points de base, à 2,682%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Novembre 2023
Valeur : 08 Novembre 2023

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.7090	134.7240
1	EUR	EURO		144.6101	144.6801
1	GBP	POUND STERLING		166.8843	166.9442
100	JPY	JAPANESE YEN		90.0582	90.0863
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5042	18.5081
1	CHF	SWISS FRANC		150.0936	150.1772
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.6951	98.7134
1	DKK	DANISH KRONE		19.3834	19.3884
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3788	12.3836
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2134	12.2181
1	AED	UAE DIRHAM		36.6745	36.6806
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9071	35.9130
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.3751	436.5651
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.5371	42.9646
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.1336	13.1351
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4278	27.5684
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5468	3.5472
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1085	177.1085

Le bénéfice net de la banque DBS de Singapour augmente de 18%

La plus grande banque de Singapour, DBS Group (DBSM.SI), a annoncé lundi une hausse de 18 % de son bénéfice net au troisième trimestre par rapport à l'année précédente, le revenu total ayant augmenté grâce à une marge d'intérêts plus élevée et aux revenus hors intérêts des livres commerciaux. DBS, qui est également le plus grand prêteur d'Asie du Sud-Est en termes d'actifs, a déclaré que son bénéfice net entre juillet et septembre avait augmenté à 2,63 milliards de dollars singapouriens (1,94 milliard de dollars), contre 2,24 milliards de dollars singapouriens un an plus tôt. Cela dépasse l'estimation moyenne de 2,5 milliards de dollars singapouriens établie par quatre analystes interrogés par LSEG.(1 \$ = 1,3541 dollars de Singapour)

LAGARDE

Atteindre le niveau d'inflation visé d'ici 2025

La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a déclaré que la Banque centrale visait à réduire les taux d'inflation et à atteindre le niveau cible de 2%, soulignant que la mission de la Banque centrale est d'assurer la stabilité des prix pour protéger l'économie européenne.Lagarde espérait atteindre ses objectifs d'inflation d'ici 2025. Elle a confirmé que les principaux indicateurs de performance de la situation économique et financière en Grèce montraient une amélioration dans tous les domaines.

L'INTERDICTION VISE À AMÉLIORER LES RÈGLES ET RÉGLEMENTATIONS

Le marché de 1 700 milliards de dollars interdit la vente à découvert d'actions

La Commission des services financiers a déclaré qu'elle interdirait la vente à découvert d'actions sur les indices KOSPI 200 et KOSDAQ 150 à partir de lundi et jusqu'en juin 2024 pour permettre aux régulateurs d'améliorer les règles et réglementations. Les investisseurs affirment

que la vente à découvert entraîne des avantages injustes pour les investisseurs étrangers et institutionnels. Il convient de noter que les ventes à découvert représentent une petite partie du marché boursier sud-coréen, qui vaut 1,7 billion de dollars, puisqu'elle représente 0,6 % de la valeur marchande de

l'indice Kospi et 1,6 % de l'indice KOSDAC 150. Certains analystes estiment que l'interdiction des ventes à découvert pourrait compromettre les chances de la Corée du Sud de passer des marchés émergents aux marchés développés au sein des indices mondiaux.

JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE

La Russie réduira volontairement ses exportations de pétrole de 300 000 barils par jour

Selon le vice-Premier ministre russe, en décembre, ils analyseront le marché pour prendre une décision sur l'approfondissement de la réduction ou l'augmentation de la production de produits pétroliers.

La Russie continuera de réduire volontairement ses exportations de pétrole de 300 000 barils par jour jusqu'à la fin de l'année en cours, a déclaré dimanche le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak. "La Russie poursuivra la réduction volontaire de ses livraisons de pétrole et de produits pétroliers sur les marchés mondiaux de 300 000 barils par jour, entrée en vigueur en septembre et octobre 2023, jusqu'à fin décembre 2023", a-t-il déclaré, ajoutant qu'une analyse de marché serait réalisée, le mois prochain pour prendre une décision soit sur

la poursuite des réductions de la production pétrolière, soit sur l'augmentation de la production pétrolière. Cette mesure complète les réductions volontaires de la production pétrolière de 500 000 barils par jour annoncées par la Russie en avril 2023 et resteront en vigueur jusqu'à fin décembre 2024. Selon Novak, des réductions supplémentaires visent à renforcer les mesures de l'OPEP+ visant à maintenir la stabilité et l'équilibre des marchés pétroliers. La Russie a commencé en mars à réduire volontairement sa production de pétrole de 500 000 barils par jour



par rapport à la moyenne de février. La durée des réductions de production a été prolongée à plusieurs reprises, jusqu'à fin 2023. À la suite de la réunion de l'OPEP+ du 4 juin à Vienne, les réductions de production ont été prolongées jusqu'à fin 2024. Parallèlement, la Russie a décidé de réduire ses exportations de pétrole vers les marchés mondiaux de 500 000 barils supplémentaires par jour en août et a commencé à réduire ses exportations de 300 000 barils par jour en septembre, date à laquelle cette mesure a été prolongée jusqu'à la fin de l'année.

ALLEMAGNE

Les commandes industrielles repartent à la baisse en septembre

Les commandes à l'industrie allemande ont légèrement reculé en septembre, après un rebond en août, poursuivant leur série volatile au sein de la première économie européenne à la peine, Cet indicateur clef pour le secteur manufacturier, pilier de l'économie allemande, a reculé de 0,2% sur un mois, après un rebond de 1,9% en août, révisé en baisse de deux points de pourcentage en raison d'erreurs dans les données communiquées, a indiqué Destatis. Les analystes sondés par Factset tablaient pour septembre sur un recul plus prononcé, de 1,3%. Ces derniers mois, les commandes enregistrées dans l'industrie ont connu de fortes va-

riations en raison de gros contrats, notamment dans l'aéronautique, qui ont influé sur l'indicateur. Les données varient fortement au sein du secteur manufacturier: en septembre, la forte hausse des commandes dans la construction mécanique (+8,5% sur un mois) contraste avec le recul marqué (-12,5%) dans les équipements informatiques, électroniques et optiques et dans une moindre mesure (-2,5%) dans l'automobile. Les commandes venant de la zone euro et au-delà ont globalement progressé pendant que celles en Allemagne ont chuté de près de 6%. L'industrie allemande reste confrontée aux prix élevés dans l'énergie, à la hausse des taux d'intérêt provoquant une baisse de la de-

mande et à la faiblesse d'importants partenaires économiques mondiaux, en particulier la Chine. Dans une comparaison sur trois mois, les entrées de commandes au troisième trimestre ont été inférieures de 3,9% à celles du trimestre précédent. Sur un an, les commandes ont reculé en septembre de 4,3%, a précisé Destatis. Les derniers indicateurs de confiance suggèrent cependant que l'industrie allemande «pourrait avoir atteint son point bas au troisième trimestre» et qu'une «reprise progressive pourrait se manifester au tournant de l'année 2023-2024», a commenté le ministère de l'Économie dans un communiqué séparé.

Telecom Italia dit avoir accepté l'offre de KKR, Vivendi s'insurge

Telecom Italia TLIT.MI a annoncé hier que son conseil d'administration avait approuvé l'offre du fonds américain KKR KKR.N pour le rachat de son réseau de téléphonie fixe, une décision que son principal investisseur, Vivendi VIV.PA, a décrite comme illégale et a dit profondément regretter. L'offre présentée par KKR valorise le réseau de téléphonie fixe de TIM à 18,8 milliards d'euros, a indiqué le groupe italien dans un communiqué, ajoutant que l'opération pour l'ensemble de Netco - qui inclut aussi les activités de câble sous-marin Sparkle - s'élevait à 22 milliards d'euros et permettrait de réduire sa dette d'environ 14 milliards d'euros. Cette opération devrait être bouclée d'ici l'été 2024, a fait savoir TIM, qui avait accordé en juin

dernier à KKR une période de négociations exclusives. Soutenue par l'administration conservatrice de la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni, cette cession est l'une des pierres angulaires du projet du directeur général de TIM, Pietro Labriola, destiné à sortir le groupe du gouffre financier. Des sources ont déclaré à Reuters que TIM prévoyait de finaliser la vente sans l'accord des actionnaires, en dépit du vote demandé au préalable par Vivendi qui avait affiché sa réticence face aux conditions proposées par KKR. Réagissant à la décision du conseil d'administration de TIM, Vivendi a dit regretter "profondément" que l'offre de KKR ait été acceptée "sans avoir préalablement informé et sollicité le vote des actionnaires de Telecom Ita-

lia, enfreignant ainsi les règles de gouvernance applicables." "La décision (...) est également entachée d'illégalité compte tenu du non-respect des règles relatives aux opérations significatives avec des parties liées", a dit le

groupe française dans un communiqué, ajoutant qu'il utiliserait "l'ensemble des moyens légaux à sa disposition pour contester cette décision et protéger ses droits ainsi que ceux de tous les actionnaires".

POUR SES OPÉRATIONS AU MOYEN-ORIENT TotalEnergies relève le niveau de vigilance sécuritaire

TotalEnergies a fait savoir qu'il avait relevé le niveau de vigilance sécuritaire pour ses opérations en Irak et dans l'ensemble du Moyen-Orient, citant la situation actuelle, alors que le conflit entre « Israël » et le Hamas fait craindre un embrasement régional. Les équipes du groupe français en Irak maintiennent leur présence et poursuivent leurs activités, a-t-il précisé en réponse à une demande de commentaire de Reuters alors qu'une source s'était fait l'écho d'une directive donnée au personnel non-indispensable de TotalEnergies de quitter l'Irak du fait de la situation à Gaza.

LES ENTREPRISES
DES DEUX
RÉPUBLIQUES
COOPÈRENT
DÉSORMAIS BIEN
**L'Iran et la
Biélorussie
conviennent
de fournir
400 000
engrais
potassiques**

Minsk et Téhéran ont convenu de fournir à l'Iran 400 000 tonnes d'engrais potassiques biélorusses, a déclaré dimanche l'ambassadeur iranien en Biélorussie, Alireza Sanei.

"En ce qui concerne les engrais potassiques, je peux dire que nous avons un très bon contrat. Nous avons convenu de la fourniture de 400 000 tonnes d'engrais potassiques en provenance de Biélorussie", a-t-il déclaré dans une interview à la chaîne de télévision ONT.

Selon le diplomate iranien, les sociétés des deux pays ont eu "diverses discussions sur la fourniture de préparations médicales et de médicaments". "Nous avons également convenu avec la partie biélorusse de fournir nos capacités pour devenir une plaque tournante pour atteindre d'autres marchés dans des pays tiers. Nos pays maintiennent une bonne coopération dans le secteur pétrolier et pétrochimique", a-t-il déclaré.

**Air France-KLM
et Castlake
augmentent le
refinancement
de SAS à 1,2
milliard de
dollars**

Air France-KLM et la société de capital-investissement Castlake LP ont augmenté de 25 millions de dollars leur investissement prévu dans la compagnie aérienne scandinave en faillite SAS AB, pour le porter à 1,2 milliard de dollars, a indiqué SAS dans un communiqué. SAS avait annoncé le 3 octobre un investissement de 1,175 milliard de dollars de la part du groupe d'investissement pour aider à sauver le transporteur, qui a déposé une demande de mise en faillite en juillet dans un contexte de « vents contraires » liés à la pandémie de Covid-19, aux prix élevés du carburant et à une grève des pilotes.

LA PRODUCTION DU TESLA CYBERTRUCK

Elon Musk confronté à « d’énormes défis »

Environ quatre ans après avoir vu pour la première fois le Tesla Cybertruck dans toute sa splendeur en acier inoxydable, le constructeur automobile a confirmé son intention de commencer à livrer le premier lot de ces énormes camionnettes aux clients le 30 novembre.

« Nous avons récemment repéré des camions pleins de Cybertrucks en Californie, peut-être en route vers la préparation finale pour la livraison. Mais ne vous attendez pas à des volumes de production élevés, à des prix bas ou à des bénéfices dans un avenir proche », a déclaré le PDG de Tesla, ElonMusk, aux investisseurs lors d'un appel téléphonique pour discuter des résultats de l'entreprise au troisième trimestre. Musk dit qu'il a conduit le Cybertruck et que "c'est un produit incroyable". Mais "il y aura d'énormes défis pour atteindre une production en volume avec le Cybertruck et pour rendre le flux de trésorerie du Cybertruck positif". L'usine du Texas a la capacité de fabriquer 125 000 camions par an, et Musk insiste sur le fait qu'un million de personnes en ont réservé un, mais ces chiffres ne signifient pas que Tesla va accélérer les choses, car le camion est si difficile à fabriquer et à obtenir. à droite, comme l'ont détaillé des documents divulgués cet été.

Musk : Gagner des camions et gagner de l'argent est difficile

Faire des prototypes – ce que Tesla fait avec le camion depuis des années maintenant – est facile, dit Musk. Il est « 10 000 % plus difficile » de vendre la version de série aux clients, insiste-t-il, car le camion est « radical » et « spécial ». Ce sont des manières polies de dire que l'acier inoxydable est difficile à travailler et que les étendues plates de la carrosserie sont impitoyables en termes d'espaces, d'ajustement et de finition. "Je pense que c'est notre meilleur produit", déclare le PDG, mais comme il est très différent et très technologique, il sera difficile à fabriquer. Et gagner de l'argent avec ce produit, même si le prix final n'a pas été annoncé, semble difficile à ce stade. Il est "incroyablement difficile de le faire à un prix que les gens peuvent se permettre", a déclaré Musk, un défi aggravé



par la hausse des taux d'intérêt qui fait encore grimper les prix des véhicules. Le camion avait été initialement promis à un prix de départ de 40 000 \$ avant que l'entreprise ne revienne sur ce chiffre en 2022.

La montée en puissance du Cybertruck n'aura lieu qu'en 2025 au moins

Les économies d'échelle ne contribueront pas à réduire les coûts pendant un certain temps. Le PDG pense toujours que Tesla finira par construire 250 000 Cybertrucks par an, mais a déclaré qu'il n'atteindra pas ce taux de production avant 2025 au plus tôt. À ce stade, cela

pourrait générer des flux de trésorerie pour l'entreprise. Malgré cela, c'est une chronologie que Musk a appelée sa meilleure estimation ; il y a environ deux ans, il a déclaré que la production en série débiterait en 2024. Entre-temps, les travaux sur les prototypes continuent d'être coûteux, et ces coûts augmentent. "Je veux modérer les attentes à l'égard du Cybertruck", a déclaré Musk, tout en affirmant qu'"aucune nouvelle [marque] de voiture n'a connu de succès depuis 100 ans, à part Tesla". "Nous avons creusé notre propre tombe avec Cybertruck", a déclaré Musk aux investisseurs, le qualifiant de type de produit.

Calendrier de l'usine mexicaine en question

Par ailleurs, Musk affirme que les projets de construction d'une usine au Mexique se poursuivent et qu'il est satisfait de l'emplacement choisi, mais le projet ne se poursuivra pas tant que les taux d'intérêt n'auront pas baissé et que les gens pourront à nouveau se permettre de se procurer des véhicules. Au troisième trimestre, Tesla a continué d'augmenter ses chiffres de production mais vend ses véhicules avec des marges plus faibles. La marge opérationnelle du troisième trimestre est tombée à 7,6 pour cent – ce qui est le cas de nombreux constructeurs automobiles historiques – et une forte baisse par rapport à l'année dernière, lorsque les marges de l'entreprise étaient de 17,2 pour cent. Les nouveaux bénéfices ont également chuté de 44 pour cent à 1,9 million de dollars et la croissance des revenus a ralenti jusqu'à son plus bas niveau depuis plus de trois ans. La société a déclaré que les coûts de production dans les nouvelles usines étaient plus élevés que dans les usines établies, mais que des améliorations ont été mises en place pour réduire ces coûts. L'activité énergétique de Tesla a connu un autre trimestre record et constitue le véritable moteur des bénéfices des entreprises. Tesla dépense également davantage en R&D, en particulier dans la formation basée sur l'IA, car elle construit ses données pour appliquer l'apprentissage automatique afin de réécrire ses systèmes d'aide à la conduite, et continue de travailler sur le projet de robot Optimus. VaibhavTaneja, directeur comptable, accompagnait Musk lors de l'appel au poste de directeur financier, après que l'ancien directeur financier Zachary Kirkhorn se soit retiré en août. Tesla se prépare également à lancer le modèle 3 2024 nouvellement rafraîchi, largement connu sous le nom de « Highland », au début de l'année prochaine.

DES VENTES RECORDS POUR LE CONSTRUCTEUR RUSSE AVTOVAZ

Une augmentation de ventes de plus de 114 %

Les ventes du constructeur automobile russe AvtoVAZ ont atteint le mois dernier leur plus haut niveau depuis une décennie, a annoncé la société dans un communiqué cette semaine. En octobre, le constructeur automobile a vendu 40 912 véhicules Lada – tant particuliers que commerciaux – soit près de 114 % de plus qu'en octobre 2022, et représente le meilleur résultat des 10 dernières années, a indiqué l'entreprise. Les voitures de la gamme Lada d'AvtoVAZ représentent désormais 40 % du marché inté-

rieur des voitures particulières en Russie, ajoute le communiqué.Selon le constructeur, les ventes globales de Lada entre janvier et octobre de cette année ont été supérieures de 98,4 % à celles de la même période de l'année dernière, différents modèles ayant établi leurs propres records. AvtoVAZ est le plus grand constructeur automobile de Russie et d'Europe de l'Est, produisant plus d'un million de véhicules par an. L'industrie automobile russe, qui dépendait fortement des investissements et des équipements étrangers, a connu une crise l'année dernière en

raison de l'exode des constructeurs étrangers dans le contexte des sanctions occidentales liées à l'Ukraine. AvtoVAZ et d'autres constructeurs automobiles russes ont également été visés par des restrictions de Washington cette année. Le constructeur automobile affirme toutefois constater une croissance constante de la demande de voitures produites dans le pays. En juin, AvtoVAZ a lancé ses opérations d'assemblage dans une usine de Saint-Petersbourg qui appartenait autrefois au constructeur automobile japonais Nissan.

SUITE AU MOUVEMENT DE GRÈVE DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

The United Auto Workers arrache 25% d’augmentation de salaire

Les Travailleurs unis de l'automobile et Stellantis ont conclu un accord de principe. L'accord, conclu à la suite de réunions entre les dirigeants du syndicat et de l'entreprise cette semaine, à Détroit. L'accord entre Stellantis et le syndicat United Auto Workers devra être ratifié par les membres avant de pouvoir entrer en vigueur. Cela fait suite à l'annonce mer-

credi d'un accord entre Ford et le syndicat, qui devrait accroître considérablement la pression sur les deux autres sociétés pour parvenir à un accord. Le syndicat était en grève dans des usines ciblées contre les trois constructeurs automobiles depuis la mi-septembre, mais il a mis fin à sa grève contre Ford après y avoir annoncé l'accord de principe. Il n'était pas clair dans l'im-

médiat si le syndicat suivrait le même plan avec Stellantis. Le syndicat, qui était en grève au complexe d'assemblage de Toledo dans l'Ohio et dans de nombreux centres de distribution de pièces détachées à travers le pays, a étendu la grève lundi à l'usine d'assemblage de Sterling Heights de Stellantis, où est construit le pick-up rentable Ram 1500. L'accord avec Ford comprend une

augmentation de salaire de 25 % sur la durée du contrat ainsi que d'autres améliorations, selon le syndicat. L'accord avec Stellantis devrait suivre le modèle général de cet accord. Les détails de l'accord avec Stellantis, propriétaire des marques Jeep, Ram, Chrysler, Dodge et Fiat, devraient être dévoilés dans les prochains jours.

POUR UN PROBLÈME DE SÉCURITÉ DU LIQUIDE DE FREIN

200 000 nouveaux modèles de Mustang rappelés

Ford MotorCompany rappelle près de 200 000 nouveaux modèles de Mustang en raison d'un problème potentiel de sécurité lié au liquide de frein. Le capteur de niveau de liquide de frein de certains modèles peut ne pas activer l'indicateur d'avertissement visuel lorsque le liquide de frein est faible, a déclaré la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). Les modèles concernés ne respectent pas les exigences de la norme fédérale de sécurité des véhicules automobiles « Systèmes de freinage des véhicules légers », a annoncé la NHTSA en ligne le 27 octobre. Ce rappel concerne les modèles 2020-2023, selon la NHTSA.Au total, 187 922 véhicules sont concernés par le risque de sécurité. Ford a déclaré que les concessionnaires effectueraient gratuitement une mise à jour logicielle sur les modèles concernés des clients.Les lettres de notification aux propriétaires devraient être envoyées par la poste le 4 décembre 2023.

Le géant russe de la technologie s'attaque à Google Maps à Dubaï

Yango, propriété de Yandex, a lancé une application de navigation comprenant des modèles 3D de monuments de la ville de Dubaï. Yango, la branche internationale du groupe technologique russe Yandex, a lancé à Dubaï une application de navigation qui fournit une carte très détaillée de la ville, qui comprend des modèles 3D de ses monuments emblématiques, a annoncé le service de presse de l'entreprise. L'application, disponible gratuitement sur Google Play et l'App Store d'Apple, est disponible en anglais et en arabe pour son interface et ses instructions vocales. "Avec cette application de navigation, les utilisateurs peuvent planifier des itinéraires rapides et pratiques pour conduire, marcher ou utiliser les transports publics tout en profitant d'une carte très détaillée avec des modèles 3D impressionnants de points de repère", a déclaré la société, ajoutant que les utilisateurs peuvent suivre des itinéraires sur plus de 3 000 kilomètres de routes à Dubaï. Selon Yango, le service offre une représentation fidèle de la ville, avec des routes, des bâtiments, des passages souterrains, des places de parking et de la verdure visibles. YangoMaps affiche les sites célèbres de Dubaï, notamment le Burj Khalifa, le Dubai Frame, le Musée du Futur et la mosquée Jumeirah, en 3D couleur. "Nous sommes ravis de lancer YangoMaps à Dubaï et d'inviter tout le monde à profiter d'une nouvelle expérience de navigation fluide dans la ville", a déclaré Alexander Baksheev, PDG de YangoMaps, à propos du lancement du produit. "Nous veillons à maintenir YangoMaps à jour pour offrir une expérience de navigation précise et sans tracas", a déclaré le dirigeant, ajoutant que la société ajouterait environ 3 millions de mises à jour à la carte chaque mois.

Les machines à puce avancées de Canon coûteront moins cher

Canon Inc. prévoit de fixer le prix de son nouvel équipement de fabrication de puces à la moitié du prix des meilleures machines de lithographie d'ASML Holding NV, cherchant à percer dans les équipements de pointe qui jouent désormais un rôle central dans la rivalité technologique entre les États-Unis et la Chine. La nouvelle technologie de nano-impression de la société basée à Tokyo ouvrirait la voie aux petits fabricants de semi-conducteurs pour produire des puces avancées, désormais presque entièrement du domaine des plus grandes entreprises du secteur, a déclaré le PDG Fujio Mitarai.

NOUVELLE APPLE WATCH

Elle sera en mesure de détecter l'hypertension et l'apnée du sommeil

Il pourrait devenir encore plus facile de garder un œil sur vos problèmes de santé à la maison grâce à Apple.

Un nouveau rapport de Bloomberg a révélé une série de nouvelles fonctionnalités qui devraient apparaître dans la prochaine génération de montres Apple, et certaines d'entre elles sont assez importantes. Selon le rapport, l'Apple Watch Series 10 devrait sortir l'année prochaine et aura la capacité de détecter une tension artérielle élevée et des troubles du sommeil, ce qui peut aider à diagnostiquer l'hypertension et l'apnée du sommeil. Le géant de la technologie travaillerait également sur d'autres fonctionnalités de santé pour les futurs modèles et autres appareils, comme les AirPods, dans le cadre de son « approche évolutive des soins de santé ».



Capteurs de pression artérielle Apple Watch

La nouvelle Apple Watch sera dotée d'un capteur de pression artérielle rudimentaire, a rapporté Bloomberg. Cette fonctionnalité peut fonctionner en utilisant la spectroscopie proche infrarouge, a spéculé Forbes, ce qui signifie que les changements de pression artérielle sont calculés en observant le flux sanguin avec une lumière proche infrarouge. Ce capteur n'offrira pas de chiffres exacts de la même manière que le brassard d'un cabinet médical, mais il peut détecter les changements et, surtout, les élévations de la pression artérielle. Cela servirait de premier indice indiquant qu'une personne souffre d'hypertension et indiquerait qu'une exploration plus approfondie par un professionnel de la

santé est nécessaire.

Bien que cette détection ne soit pas encore très exacte, Bloomberg rapporte que les futurs modèles pourraient développer la capacité de produire des mesures systoliques et diastoliques exactes, c'est-à-dire ce que vous obtenez lorsque vous utilisez un brassard. Cela peut également être accompagné d'un journal de tension artérielle permettant aux utilisateurs de suivre les changements et les pics.

Détection de l'apnée du sommeil sur Apple Watch

Comme le capteur de pression artérielle, cette fonctionnalité servira d'avertissement précoce aux utilisateurs, leur faisant savoir qu'ils pourraient avoir besoin de contacter un médecin. La précision peut être un problème, mais la montre s'en remettra finalement à la prise de rendez-vous chez le médecin en fonction des anomalies détec-

tées. Même s'il ne sera pas en mesure de surveiller l'activité cérébrale, un outil de diagnostic utilisé dans les études traditionnelles sur le sommeil, il pourra vérifier d'autres indicateurs courants tels que le mouvement, la fréquence respiratoire, le ronflement et la fréquence cardiaque. Même si les utilisateurs devront toujours consulter un professionnel de la santé pour une évaluation et un diagnostic formels, de nombreuses personnes hésitent à subir un premier test en raison du caractère inconfortable d'un polysomnogramme, qui implique d'essayer de dormir en milieu hospitalier tout en étant connecté à de nombreux capteurs et des machines. Cette alerte précoce depuis le pays pourrait contribuer à combler cet écart.

Tout comme la surveillance de la pression artérielle, cette fonctionnalité est destinée à servir d'indicateur précoce et à encourager les utilisateurs à approfon-

dir leurs recherches sur ces résultats préliminaires.

Fonctionnalités de santé des futurs produits Apple

L'avenir des produits Apple semble inclure davantage de fonctionnalités de santé, a rapporté Bloomberg, notamment une Apple Watch dotée d'un glucomètre qui avertit les utilisateurs s'ils risquent de devenir pré-diabétiques. La société serait également en train de développer un service numérique de coaching en santé qui nécessiterait un abonnement mensuel et pourrait utiliser l'intelligence artificielle et les données des appareils pour créer des plans d'entraînement et d'alimentation uniques pour les utilisateurs. Apple travaille également à la création d'AirPod qui servent également d'aides auditives et de fonctionnalité permettant de tester votre audition à la maison, a déclaré Bloomberg.

ACCORD SPRINT DE 26 MILLIARDS DE DOLLARS

T-Mobile doit faire face à un procès antitrust privé

Un juge fédéral de Chicago a ordonné à T-Mobile US de faire face à un procès intenté par les abonnés d'AT&T et de Verizon qui affirment que l'accord du géant de la communication mobile avec son rival Sprint a nui à la concurrence et les a amenés à payer des milliards de dollars de plus pour les services sans fil. Le juge de district américain Thomas Durkin, dans une décision de 41 pages rendue jeudi dernier, a déclaré que les plaignants ont soutenu de manière « plausible » que la hausse des prix « découlait directement » de la fusion de 26 milliards de dollars. Le recours collectif proposé au nom de dizaines de des centaines de millions de consommateurs a été déposé l'année dernière et vise une série de sanctions, notamment l'annulation de la fusion T-Mobile-Sprint de 2020. La décision de Durkin ne portait pas sur le bien-fondé des allégations, qui seront

désormais testées à mesure que l'affaire avancera. La décision du tribunal a également réduit le procès, éliminant la société japonaise SoftBank, l'actionnaire majoritaire de Sprint, comme défendeur. L'avocat des plaignants a déclaré qu'ils étaient reconnaissants pour « l'ordonnance mûrement réfléchie » du tribunal et qu'ils étaient impatients de faire avancer l'affaire. La loi fédérale antitrust permet aux consommateurs, aux petites entreprises et à d'autres de contester de manière privée les fusions ou acquisitions. Les affaires sont jugées indépendamment des mesures coercitives du gouvernement.

Un groupe d'États a également intenté une action en justice concernant l'accord T-Mobile-Sprint, mais un juge fédéral de Manhattan s'est prononcé contre eux en 2020 et a ouvert la voie à l'accord. Le ministère américain de la Justice n'a pas participé à ce procès, mais a conclu un accord avec la société

fusionnée l'obligeant à céder certains actifs à l'opérateur de satellite DISH Network. Le recours collectif proposé par les consommateurs à Chicago a été déposé par sept abonnés d'AT&T ou de Verizon dans l'Illinois et l'Indiana. Ils ont qualifié le rapprochement T-Mobile-Sprint de "l'une des acquisitions les plus anticoncurrentielles de l'histoire".

Les avocats de T-Mobile ont qualifié le procès de « sans précédent » et ont déclaré que les dommages causés aux plaignants étaient « spéculatifs ».

"Si les plaignants ne sont pas satisfaits de Verizon et d'AT&T, il existe un recours disponible sur le marché hautement concurrentiel dont bénéficient aujourd'hui les consommateurs de services sans fil : ils devraient passer à T-Mobile, et non le poursuivre en justice", ont déclaré les avocats de T-Mobile au tribunal.

Mots fléchés

Lutte		Plante vénéneuse		Mots qui qualifient		Relation intime		Lieu de fouilles		Diamant		Loués	
Idées de cadeaux		Genévrier				Guêpe		Mère de Marie		Belle en sabots		Soldat de Bush	
Département				Mois de l'été					Filin				
Incident de lancement				Mot de révolte					Natte				
										Petit grade		Chefs	
Escargot SDF							Éperons						
Revêtement de sol							Séparation						
				Explosif				Fleuve d'Irlande					Rongé
				Très petite quantité				Orient					
Quatre par quart										Belle saison			
Renfort													
		Navire d'antan				On y pend le baron					Erbium du labo		
		Salade de fruits									Possessif		
Répondeur automatique	Resto des officiers					Élué d'un jour				Une direction			
	Mémoire de PC					Roche plutonique				Excuse			
			Un régal pour Panpan		Mère des titans			Armoirie	Premier cours de géo			Serrures	
					Alésant				Flotte				
Comédien							Autrement beau				Fer symbolisé		
Repère de marin											Forme de savoir		
				Vendéenne									Additions
Nom d'un nain	Voyant						Brun-roux						
	Radio lointaine						Princesse disparue						
				Abris douillés							Molybdène		
								Bâtiment			Plante aquatique		
Lien de famille										Pose			
Pomme de pin										C'est truqué			
				Arrivé en pleurant			Petite personne						
				Segment			Asticot						
Sous sol	Mousse de pub		Symbole du platine			Sitôt		Agent infectieux					
			Joua des fers										
		Radiateur antique			Se prononcer								Cardinaux opposés
		Argon en cornue			Id est								
Plante aromatique								Stencil					
Bons coureurs													
							L'origine						

Le dollar poursuit son recul

Le dollar continuait de se replier lundi face à l'euro et à la livre, toujours plombé par des indicateurs américains décevants qui renforcent les attentes des analystes d'une fin des hausses de taux de la Réserve fédérale (Fed). Vers 10H50 GMT (11H50 à Paris), le billet vert reculait de 0,19% face à la monnaie unique européenne, à 1,0752 dollar pour un euro, après avoir touché 1,0756 dollar, un nouveau plus bas depuis mi-septembre. Il perdait également 0,26% face à la devise britannique, à 1,2414 dollar pour une livre, atteignant en début de séance un plus bas également depuis la mi-septembre, à 1,2424 dollar.



TUNISIE

Baisse de l'inflation à 8,6% en octobre

Le taux d'inflation en Tunisie a régressé à 8,6 % en octobre dernier après avoir été aux alentours de 9 % le mois antérieur, selon l'Institut tunisien de la statistique. Cette baisse, est due à une décélération du rythme de croissance des prix entre octobre et septembre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, où le rythme d'évolution des prix des groupes alimentaires est passé de 13,9% à 13,1% et celui des prix du groupe "meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" de 9,1% à 8,8%. Les prix des produits alimentaires ont augmenté principalement en raison de la hausse de 35% sur un an des prix du café, de 29,8 % des prix des viandes ovines, de 28 % des huiles alimentaires, de 20,2 % des prix des oeufs, de 18,3 % des prix des viandes bovines et de 14,6 % des fruits frais.

LE PRÉSIDENT XI JINPING L'A DÉCLARÉ :

La Chine et l'Australie peuvent devenir des partenaires «de confiance»

Le président chinois Xi Jinping a assuré que la Chine et l'Australie pourrait devenir des partenaires de confiance», en recevant lundi à Pékin le Premier ministre australien Anthony Albanese, une rencontre symbole du dégel des relations diplomatiques après des années de tensions qui ont freiné les échanges commerciaux. Les deux nations «n'ont pas de griefs historiques ou de contentieux ni de conflits d'intérêts fondamentaux. Et elles peuvent vraiment devenir des partenaires de confiance et réussir ensemble», a déclaré Xi Jinping, selon des propos rapportés par la télévision d'État CCTV. Les deux dirigeants se sont rencontrés à Pékin à l'occasion d'une visite de quatre jours de Anthony Albanese en Chine. Le géant asiatique est le principal partenaire économique de Canberra. Mais les liens bilatéraux s'étaient fortement dégradés. Xi Jinping a déclaré à Anthony Albanese que Pékin espérait «développer pleinement le potentiel du traité de libre-échange entre la Chine et l'Australie et entreprendre une coopération dans de nouveaux domaines dont le changement climatique et l'économie verte».

AGRESSION SIONISTE CONTRE LES PALESTINIENS

Tebboune appelle à tenter une action judiciaire devant la CPI

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, lundi à Alger, tous les hommes libres du monde et les juristes arabes à tenter une action judiciaire devant la Cour pénale internationale (CPI) contre l'entité sioniste qui commet des massacres contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza. Dans une allocution lors de l'ouverture de l'année judiciaire 2023-2024, le président de la République a appelé "tous les hommes libres du monde, les juristes arabes et les instances et organisations internationales à tenter une action judiciaire devant la CPI et les organisations internationales de défense des droits de l'homme", contre les violations de l'entité sioniste, soulignant que cette démarche "est l'unique moyen de mettre fin à des décennies d'impunité pour les crimes commis contre les Palestiniens". "Une poursuite internationale efficace demeure le seul refuge pour les frères palestiniens en vue de réaliser la justice internationale et recouvrer leurs droits légitimes à l'établissement de leur Etat indépendant, avec Al-Qods comme capitale", a estimé le Président Tebboune. Le Président de la République a, dans le même

cadre, fustigé "le silence de la communauté internationale face aux massacres quotidiens perpétrés contre le peuple palestinien assiégé, en flagrante violation des règles du droit international humanitaire", soulignant que ces massacres constituent "un génocide contre un peuple occupé". "Où est la Justice dans le monde. Où est le droit des peuples opprimés et à leur tête le droit du peuple palestinien ?", s'est-il interrogé. Il a affirmé, dans ce contexte, que "toutes les valeurs humaines, morales, religieuses et juridiques se sont effondrées en Palestine occupée devant les massacres barbares auxquels assiste le monde aujourd'hui", des massacres perpétrés par l'occupation sioniste contre le peuple palestinien frère "face à un silence mondial assourdissant".

«Faire face aux tentatives de porter atteinte à la crédibilité de la Justice»

Par ailleurs, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a appelé cette instance à faire face à toutes les tentatives de porter atteinte à la crédibilité de la Justice.

MAURITANIE

Conférence sur le renforcement de la sécurité dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique

La capitale mauritanienne Nouakchott accueille depuis dimanche une conférence sur la promotion de la paix et du développement dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique, rap-

porte l'agence de presse officielle mauritanienne AMI. Selon la même source, la conférence, qui se tient sous le thème « Revitaliser les processus de Nouakchott et de Djibouti », se poursuivra

jusqu'à mardi et vise à « renforcer la coopération en matière de sécurité et de renseignement pour faire face au terrorisme, à l'extrémisme et au crime organisé transnational dans le continent afri-

cain ». Elle vise également à promouvoir la paix et le développement dans les pays de la Communauté des Etats sahélo-sahariens et de la Corne de l'Afrique, a-t-on ajouté de même source.

INDUSTRIE DU TOURISME ET DU VOYAGE

Elle pourrait ajouter 168 milliards \$ au PIB de l'Afrique en une décennie

Le rapport souligne que le rythme de croissance du secteur peut être accéléré si les gouvernements africains initient des réformes dans les domaines de l'amélioration des infrastructures de transport aérien, de la facilitation de la délivrance des visas et du marketing. L'industrie du tourisme et du voyage pourrait ajouter 168 milliards de dollars au PIB de l'Afrique et générer 18 millions de nouveaux emplois au cours de la prochaine décennie, a estimé le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), dans un rapport publié le 2 novembre.

Intitulé « Unlocking opportunities for Travel & Tourism growth in Africa », le rapport précise que le secteur devrait enregistrer une croissance de 5,1 % en moyenne par an sur la base de la trajectoire actuelle observée sur le continent, soit presque deux fois plus vite que la progression de l'ensemble de l'économie. Ce rythme de croissance pourrait cependant être accéléré si les gouvernements africains mettent en œuvre trois politiques clés pour débloquer le potentiel du secteur : l'amélioration des infrastructures liées au transport aérien, la facilitation de la délivrance des visas et

le renforcement du marketing touristique. Le rapport indique d'autre part que la taille de l'industrie africaine du tourisme et du voyage a plus que doublé au cours des deux dernières décennies. Au début du millénaire, le secteur pesait 75 milliards de dollars. Ce chiffre a atteint 186 milliards de dollars en 2019, soit environ 7% du PIB du continent. Cette croissance remarquable a également favorisé la création de plusieurs millions de nouveaux emplois. En 2019, le secteur du tourisme employait 25 millions de personnes sur le continent contre 12,3 millions en 2000.